10e Année. - N° 170. - 10 Mars 1934. Prix : 2 frs

# la Révolution prolétarienne

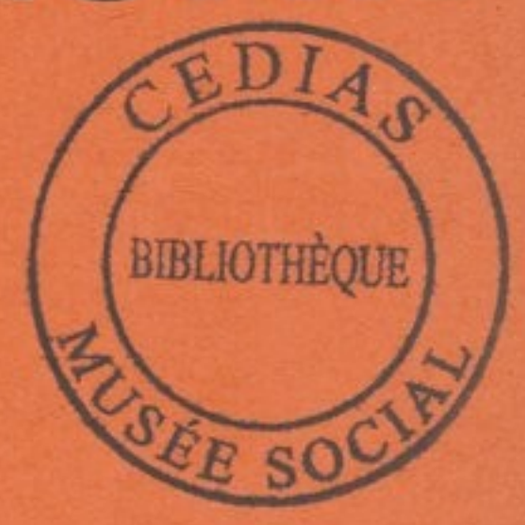
Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMERO :

## LE NOUVEAU CESAR

par Max NOMAD

NOTES SUR l'U. R. S. S.




## La signification des nouveaux décrets relatifs à la Sibérie Orientale

par M. IVON

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

## Bakou et le Caucase du Nord

par Paul DHERMY

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# la Révolution prolétarienne

**Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire**
(Paraissant le 10 et le 25)
**54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)**

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**
FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.
EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr,

**Permanence :**
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes* (*A.-M.*)

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X*).

Celle relative à l'administration à *BARAT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X*)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).


*Ni Korespondas per Esperanto*

## La Ligue Syndicaliste

**La Ligue Syndicaliste se propose :**

**1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;**

**2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;**

**3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;**

**4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;**

**5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

## SOMMAIRE :


**LES FAITS DE LA QUINZAINE**

La guerre a recommencé. — La « congestion » de Reinach et le « suicide » de Prince. — Le travailleur ukrainien sera-t-il le bénéficiaire de l'entente germano-polonaise ? — Un nouvel avatar de Citroën ..... **R. L.**

**LE NOUVEAU CÉSAR** ..... **Max Nomad**

**PARMI NOS LETTRES**

Le 12 février et la presse anglaise. — Socialisme pour néos. — De quelle époque datent les moulins à vent.

**NOTES SUR L'U.R.S.S.**

La signification des nouveaux décrets relatifs à la Sibérie Orientale ..... **M. Ivon**

**ON CHERCHE A AFFAMER VICTOR SERGE** ..... **J. M.**

**CARNET DE ROUTE D'UN DÉLÉGUÉ OUVRIER FRANÇAIS**.. **P. Dhermy**

**LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME**

La marche en avant du S.N.... **J. Cornec**

Le Conseil National de la C.G.T. **G. C.**

En passant

Parmi les adhésions à notre manifeste

**A TRAVERS LES LIVRES**

Le bureau de placement ..... **Ch. Ch.**

Vie et mort des Camisards ..... **E. R.**

**FAITS ET DOCUMENTS**

Au Syndicat tout le pouvoir ! — Tardieu et Dubarry — Les auxiliaires du fascisme. — Contre le système Bedaux.

**SOLIDARITÉ POUR NOS FRÈRES ALLEMANDS**

**ENTRE NOUS**

Notre recensement en province.
Nos éditions. Notre Souscription.
Abonnements de Soutien.


**Amis, renouvelez sans retard votre abonnement**

# LES FAITS DE LA QUINZAINE

## La guerre a recommencé

*L'hiver finit à peine que la guerre recommence. La guerre, l'interminable guerre, la guerre du Maroc, la guerre qui dure depuis 27 ans. Dès le lendemain de la constitution du gouvernement d' « union nationale », les troupes se mettaient en branle, comme l'annonçait ce premier communiqué :*

Rabat, 24 février.

Les premiers mouvements des groupes d'opérations du général Catroux, devant l'Atlas, ont permis d'une part, l'occupation par le groupe Giraud des Ksours de Tisgui el Harratine et Ait-Onabelli, situé en zone insoumise à 40 kilomètres Sud à l'Ouest d'Akka et, d'autre part, l'arrivée d'éléments de tête du groupe Catroux sur les falaises qui dominent, au Sud, la plaine de Tiznit.

*Depuis, paraît presque chaque jour, comme au beau temps de la « der des der », un communiqué annonçant des « progressions » et des « redditions » ; il n'y a, également, comme en 1914, que le chiffre des « pertes » qui n'est point indiqué.*

*Eh bien! continuez, Messieurs de la Banque de Paris, continue, ô Barthou, l'œuvre de Paul-Boncour, puisque nous sommes tous trop lâches pour vous imposer de cesser cette guere infâme. Allez-y carrément, et le plus vite possible: plus et plus vite vous étendrez votre « empire », et plus vous hâterez le jour de votre perte. Car l'impérialisme, lui aussi, a sa dialectique.*

*Effrayés par votre natalité insignifiante, par vos pauvres 40 millions d'hommes à opposer aux centaines de millions de germains et de slaves, vous espérez vous sauver par votre armée « coloniale », par l'embauchage, comme gardes du corps, de ceux que vous avez vaincus.*

*Jusqu'ici cela ne vous a, il est vrai, pas trop mal réussi : ce sont vos régiments de tirailleurs nord-africains et vos bataillons de sénégalais, qui vous ont permis de battre l'Allemagne. Mais c'est là une expérience qui, si parfois elle commence bien, finit toujours mal. Vous avez sans doute traîné suffisamment de temps vos fonds de culottes sur les bancs du collège pour n'avoir pas perdu tout souvenir d'une ville d'autrefois qui s'appelait Rome, Rome aussi, embaucha des «barbares » pour sa défense. Cela, comme à vous, lui réussit un certain temps; les barbares furent au début des mercenaires « dévoués » qui faisaient « honnêtement » leur métier de se battre pour qui les payait. Ils le firent.... jusqu'au jour où ils se sentirent assez forts pour détruire leur maître. C'est l'armée de l'Empire romain qui a renversé Rome et son Empire. Il en sera de même pour vous et pour le vôtre. Le jour viendra — qui n'est sans doute plus bien éloigné — où vos tirailleurs et vos marocains vengeront sur vous les bergers marocains que vous assassinez aujourd'hui.*

*Lancez donc à nouveau contre les tribus de l'Atlas, vos tanks et vos avions! Selon votre coutume, bombardez sans pitié tout « rassemblement suspect », villages, troupeaux, hommes, femmes, enfants! Affamez ceux qui auront survécu! Et lorsque épuisés, vaincus, mais non domptés, ceux-ci viendront vous demander l'aman, vous vous emparerez de leurs territoires, selon votre coutume, pour le compte de Finaly et de ses Dubarry, et puis aussi de leurs personnes, en leur « demandant » de s'enrôler dans l'armée française. Et à la prochaine guerre — étrangère ou civile — vous pourrez alors déverser par divisions entières aux frontières ou dans les villes ouvrières, les régiments de marocains.*

*Eh bien! encore une fois, allez-y! et vite! car tout nouveau régiment « colonial » que vos nouvelles conquêtes vous permet de constituer, hâte le moment où l'armée « coloniale » se découvrira assez forte pour vous détruire, vous et votre « civilisation » de brutes sanguinaires.*

## La « congestion » de Reinach et le « suicide » de Prince

*Le « suicide » de Prince, car vous êtes trop bon républicain, je pense, pour ne pas être convaincu que Prince n'a pas été assassiné, évoque obligatoirement le souvenir de la mort par « congestion » du baron de Reinach au lendemain de la décision de poursuites dans l'affaire de Panama, — ce pauvre homme trouvé mort dans son lit, juste après avoir reçu la visite de parlementaires aussi « éminents » — et aussi notoirement corrompus — que Rouvier et Clemenceau.*

*Mais sait-on que la solidarité qui lie si étroitement les membres de la maffia parlementaire est telle que le gouvernement d'alors, le ministère Loubet, n'hésita pas à se faire renverser, plutôt que de laisser faire l'autopsie de Reinach. Le ministère qui lui succéda fut bien obligé, il est vrai, d'y consentir, mais du temps avait été gagné, et c'était là l'important : vingt jours s'étaient écoulés entre le décès de Reinach et l'autopsie, si bien que le médecin expert, ne put naturellement que constater qu'étant donné l'état de décomposition des viscères, toute analyse était impossible...*

*Comme les meurtriers de Prince sont pour le moins aussi « haut placés » que l'étaient alors Rouvier et Clemenceau, soyez certains que le gouvernement de l'ancien président de la République Doumergue, fera pour les trouver, juste autant d'efforts qu'en fit celui du futur président de la République Loubet en refusant l'autopsie Et le « suicide » de Prince n'empêchera pas plus ses auteurs de devenir présidents du Conseil que la « congestion » de Reinach n'empêcha de le devenir ni Rouvier, ni Clemenceau. Ne pas reculer devant le meurtre est toujours une bonne recommandation auprès des bourgeois.*

## Le travailleur ukrainien sera-t-il le bénéficiaire de l'entente germano-polonaise ?

*Après avoir signé, il y a quelques semaines, leur pacte de non-agression, voici que maintenant Allemagne et Pologne s'apprêtent, dit-on, à mettre fin à la guerre économique qu'elles se font depuis dix ans, en concluant entre elles un traité de commerce.*

*Par ce rapprochement subit avec l'Allemagne, qui n'est pas niable, malgré les visites toutes diplomatiques du ministre polonais Beck à Paris et à Moscou, que cherche Pilsudski ?*

*Hitler a annoncé à grand fracas que l'essentiel de son programme était d'étendre le germanisme vers l'est aux dépens des slaves. Les slaves les plus proches de l'Allemagne, les premiers à être remplacés par des allemands sont les polonais. Le « héros national » Pilsudski entend-il donc vider la Pologne des Polonais pour y installer à la place des Allemands ?*

*Evidemment non. S'il accepte les offres d'Hitler, tout le monde sait pourquoi, c'est que celui-ci lui a assuré que le seul pays slave où il voulait s'établir était la Russie et que cela pouvait s'accomplir de compte à demi avec la Pologne. Hitler a fait miroiter aux yeux de Pilsudski la possibilité d'une guerre avec l'U.R.S.S. qui reconstituerait la grande Pologne du XVIII^e siècle, celle qui couvrait toute l'Ukraine. Et le condottiere, qui n'a pu encore digérer sa défaite de 1920, lorsque les « bandes » bolcheviques reconduisirent en vitesse les armées polonaises, des portes de Kiev aux faubourgs de Varsovie, se procurerait ainsi une revanche éclatante.*

*La partie est grosse, et il n'est point sûr, du fait surtout des complications internationales qu'elle entraînerait, qu'elle se joue.*

*Mais il est dès maintenant certain que si elle se joue, le principal facteur qui fera pencher la balance d'un côté ou de l'autre, sera l'attitude des ukrainiens : paysans et ouvriers.*

*Lorsque l'armée soviétique, mal armée, crevant de faim, épuisée par des années de guerre civile sur de multiples fronts, battit l'armée polonaise, tout de neuf équipée, armée et conseillée par l'état-major français, alors au faîte de sa puissance, ce « miracle » ne fut réalisé que parce que l'armée rouge était alors véritablement l'armée de la révolution, une armée s'appuyant sur la volonté agissante et quasi unanime d'un peuple. Ouvriers et paysans ukrainiens ne faisaient qu'un avec le soldat soviétique contre le hobereau polonais.*

*Aujourd'hui, au cas d'une nouvelle invasion de l'Ukraine par l'armée polonaise, en serait-il de même ? Chacun sait, Pilsudski le premier, que non seulement il n'en serait pas de même, mais que ce serait sans doute tout le contraire : l'ukrainien, et particulièrement le paysan, paraît prêt à accueillir n'importe qui, qui le délivrerait de la tyrannie stalinienne.*

*Dès lors, Staline va-t-il, afin de parer le coup, prendre pour l'Ukraine des décrets analogues à ceux qu'il a pris pour la Sibérie orientale et que commente par ailleurs notre collaborateur Ivon? Va-t-il diminuer la plus-value prélevée au profit de la caste bureaucratique sur le travail des producteurs ukrainiens? Se décidera-t-il à laisser à ceux-ci de quoi ne pas mourir de faim? Et verrons-nous alors se généraliser le système si significatif des deux régimes : l'un pour les pays frontières, où le travailleur pourra à peu près vivre, l'autre pour les régions de l'intérieur, où le travailleur sera d'autant plus durement exploité qu'il faudra rattraper ici ce qui aura été perdu là. Comme il y a d'ailleurs déjà deux régimes : celui de Moscou et de Leningrad d'une part, celui des autres villes et de la campagne d'autre part, le régime des deux villes où la révolte des masses ouvrières pourrait être décisive, et celui des lieux où les révoltes, forcément parcellaires, peuvent être facilement réprimées par la force. En un mot : le régime des lieux où réside un danger, extérieur ou intérieur, et le régime de ceux où le Guépéou suffit.*

## Un nouvel avatar de Citroën

*Citroën joue un trop grand rôle dans la vie ouvrière parisienne pour que nous puissions ne pas signaler ses démêlés avec les banques, démêlés qui, par ailleurs, sont tout à fait caractéristiques de la rivalité traditionnelle qui met aux prises industriels et banquiers.*

*Une première fois, en 1927, lors de la crise française qui suivit la stabilisation de fait du franc, Citroën, jusque là le seul maître de son affaire, n'avait pu tenir le coup et avait dû s'incliner devant les banques : l'une des plus puissantes, la banque Lazard, mit la main sur lui, de concert avec le Comité des Forges (voir R. P. du 15 juillet 27). Puis, la « prospérité » revenue, Citroën gagna suffisamment d'argent pour pouvoir se débarrasser de ses « associés » : Citroën redevint seul maître chez Citroën. Mais la nouvelle crise, mondiale cette fois, dure terriblement, et Citroën à nouveau ne peut plus tenir : ces jours derniers, il lui a fallu, coûte que coûte, trouver de l'argent; les banques, d'après les premières nouvelles, se sont empressées de lui en fournir, mais bien entendu moyennant le contrôle de son affaire. Citroën va donc repasser une seconde fois sous le contrôle des banques.*

*Rappelons qu'en Amérique, la situation de Ford est assez analogue. Ford passe son temps à essayer d'échapper aux banques, et les banques passent le leur à chercher toutes les occasions de lui mettre la main dessus. Cest un incident de cette lutte qui fut à l'origine de la mesure qui marqua le point culminant de la crise américaine: la fermeture pendant une semaine de toutes les banques des Etats-Unis.*

R. L.

**Nous avons encore quelques manifestes :**

**Au Syndicat, le Pouvoir !**

**demandez-nous en.**

## L'HOMME SANS IDÉE

# LE NOUVEAU CÉSAR

## Sa carrière et ses « principes »

**Voici, traduits du beau livre de Max Nomad, « Rebelles et Renégats », dont nous avons déjà reproduit la conclusion (1), des passages relatifs à l'histoire de Mussolini. Ils sont plus que jamais d'actualité à l'heure où la légende du fascisme-doctrine-cohérente déborde des milieux bourgeois sur certains ouvriers.**

### Leader de gauche

Au congrès du parti socialiste qui se tint en 1912, Benito Mussolini fut le porte-parole de la gauche. Deux questions troublantes à débattre : la déviation impérialiste de l'extrême droite en 1911 (2) et son attitude indigne en 1912 lors d'un attentat anarchiste contre le roi. Alors que les milieux officiels jubilaient publiquement de ce que le roi avait échappé au danger, les leaders de l'extrême droite qui, l'année d'avant, avaient pris la responsabilité de l'expédition d'Afrique, faisaient chorus avec les monarchistes. La chose avait vivement scandalisé tous les éléments révolutionnaires du parti.

En cette circonstance, Mussolini apparut comme l'homme qui sauva le parti d'une déviation de droite qui, inconsciemment, renforçait l'hétérodoxe aile gauche. Ses biographies officielles, pourtant riches de détails en d'autres matières ne rapportent pas de quelle terrible façon il mit alors en accusation les adulateurs du roi.

« Pourquoi, demandait-il, pourquoi devrait-on s'émouvoir sur un roi et seulement sur un roi ? Pourquoi cette sensibilité excessive et hystérique dès qu'il s'agit de têtes couronnées ? Qu'est-ce que c'est que le roi ? Par définition, c'est le type du citoyen inutile ! Il y a des peuples qui ont chassé leurs rois — quand ils n'ont pas jugé bon de se protéger plus efficacement en les envoyant à la guillotine — et ces peuples sont à l'avant-garde du progrès de la civilisation. Pour des socialistes, un attentat à la vie d'un roi ne peut être qu'un événement historique ou une nouvelle de presse. Des socialistes ne peuvent pas s'associer aux deuils des monarchistes ou à leurs réjouissances... Nous le savons, il existe un télégramme disant : « Je vous prie de présenter à Sa Majesté mes sentiments profondément respectueux ». Et ce télégramme est de Bissolati, l'homme qui, il y a douze ans, clamait : A mort le Roi ! »

Mussolini eut la peau de ses adversaires et quatre des membres principaux de l'aile droite, dont Bissolati et Bonomi, furent exclus du parti pour leur position à l'égard de la guerre et leur trahison des principes républicains. Les exclus fondèrent bientôt un parti à eux qui, bien que moins fort que le parti officiel, eut une forte représentation au parlement.

Un intéressant détail : le député Bonomi, un des hommes qui furent exclus sur l'action tenace de Mussolini, devint, par la suite, ministre de la guerre dans le cabinet Giolitti (1920-1921), au moment de la grande peur du bolchevisme. C'est lui qui donna l'ordre aux autorités militaires de fournir les groupes fascistes de toutes les munitions nécessaires, de camions automobiles et de toutes sortes d'autres choses utiles. Il devenait ainsi l'instrument principal du triomphe futur de Mussolini. Revanche vraiment chrétienne...

Ayant donc écrasé le « danger de droite » et rétabli la réputation révolutionnaire du parti, Mussolini, à l'âge de vingt-neuf ans, accéda à l'une des plus hautes situations que le parti eut à offrir : il devint directeur en chef de l'organe central du parti, l'*Avanti !*, l'unique quotidien du parti, publié à Milan.

En possession de cet organe central, il se lança dans une propagande ultra-révolutionnaire, tout à fait en désaccord avec la politique réelle du parti. De fait, les aspirations du parti étaient si modérées que, quatre ans auparavant, en 1908, après le congrès de Florence du parti socialiste, les bourgeois progressistes du *Secolo* de Milan pouvaient railler les résolutions adoptées. « Mais, tout cela c'est *notre* programme », disaient-ils. « Il a fallu vingt ans aux socialistes pour en venir où nous sommes. Etait-ce vraiment la peine ? » D'autre part, le fatras farouche de Mussolini était une lecture agréable aux masses. Les politiciens du parti étaient incapables de les garantir contre les dangereuses séductions de l'anarchisme et du syndicalisme. Il eut donc toute liberté de manœuvre. Il s'en prit à l'une des questions les plus délicates du mouvement socialiste italien, au fait que tous les candidats aux élections parlementaires étaient des intellectuels de formation universitaire. Il attaqua les leaders du parti qui appartenaient à la franc-maçonnerie, c'est-à-dire la plupart d'entre eux, les accusant d'intelligence secrète avec la bourgeoisie libérale. Il exhorta les travailleurs à répondre à la violence par la violence, au grand courroux des socialistes allemands qui considéraient un pareil langage comme tout à fait déplacé, et plus blanquiste que marxiste.

### Il « perd la foi »

Deux mois avant que la guerre n'éclate, l'Italie était à deux doigts de la révolution. Des collisions avec la police, liées à une vaste campagne antimilitariste dans tout le pays, firent éclater la grève générale de juin 1914 et les luttes connues sous le nom de « Semaine Rouge ».

Le grand élan manifesté par les masses au cours de cette semaine a peut-être ranimé pour un temps la foi mourante de Mussolini. Immédiatement après l'ordre de cessation de grève, dans l'*Avanti !* du 12 juin 1914, il exprima la joie que lui avaient causée ces « jours de sang et de feu » — et le dégoût qu'il éprouvait pour les leaders syndicaux, qualifiant d' « acte de trahison » leur ordre de cesser la grève.

Cette amertume contre les leaders modérés de la C. G. T. était sincère sans aucun doute. Il n'était pas lui-même un héros, mais leur manque de courage le dégoûtait. Ce qui jaillissait une fois de plus dans ses diatribes, c'était la vieille rivalité de l'intellectuel déclassé, avide de pouvoir avant tout et pressé de courir sa chance, et des bureaucrates syndicaux, ex-ouvriers parvenus et contents d'eux-mêmes, ne voyant pas plus loin que la sécurité de leurs emplois.

(1) Voir « R. P. » du 10 novembre 33. A ce sujet rectifions une erreur qui s'était glissée dans cet article : dans le dernier paragraphe de la page 9 il faut lire au lieu de « Bakounine », « babouvisme ».

(2 Année de la guerre italo-turque pour la possession de la Tripolitaine.

Au fond de son cœur, on peut le penser, il y avait aussi quelque chose d'autre. La facilité avec laquelle les leaders modérés avaient réussi à éteindre la flamme de la révolte et à renvoyer les ouvriers dans les usines lui fit inclure dans son mépris, non plus seulement les leaders pusillanimes, mais aussi le docile troupeau.

Il est bien probable que les masses ne se seraient pas laissées renvoyer si facilement au travail si, au lieu de protestations stériles contre les violences policières, elles avaient été engagées dans une lutte pour leurs véritables intérêts immédiats: plus hauts salaires et du travail pour les chômeurs. Mais une pensée pareille ne pouvait pas venir à Mussolini. Un intellectuel socialiste — qu'il appartienne à une école ou à une autre — pense toujours aux « aspects élevés » des luttes ouvrières, et ces aspects vont bien au-delà de ce qu'il méprise comme de simples revendications d'esclaves aux ventres creux. Ce qu'il vise avant tout, ce sont de meilleures institutions politiques, avec, à leur tête, de meilleurs politiciens qui, ensuite, s'occuperont généreusement des revendications alimentaires des masses...

Ainsi déçu dans ses ambitions tant par les masses que par ses camarades leaders, Mussolini s'enfonça dans cet abîme de cynisme où honneur, fermeté, loyauté à ses amis et à son parti sont engloutis dans un égoïsme sans limites et dans l'absence de scrupules de l'homme de la Renaissance, « au-delà du bien et du mal ».

## La guerre

**Dès ce moment, Mussolini ne croit plus à rien. Quand vient la guerre, il est d'abord « contre », étant donné sa situation dans le parti et étant donné que tous les partis de gauche, Giolitti en tête, sont « contre ». Bientôt, il apparaît clairement que l'Italie participera à la guerre. Mussolini n'a aucune envie de partager le sort de Jaurès. Toutes ses hésitations cessent dès qu'un solide appui financier lui est assuré ; et cinq semaines après avoir quitté l' « Avanti » ! il commence la publication du « Popolo d'Italia » où « il se met à prêcher l'exact contraire de ce qu'il défendait peu de temps avant ».**

...Les adversaires de Mussolini, révolutionnaires comme libéraux, ont toujours prétendu que c'est de la France que vint l'appui financier nécessaire à la création et à la parution régulière du *Popolo d'Italia*. On a cité des noms, notamment celui du secrétaire d'un ministre français — dont on disait qu'il avait mission de transmettre à Mussolini les subsides mensuels du gouvernement français. Ce ministre français s'appelait Jules Guesde. C'était le fondateur ultra-radical et, pendant plus d'une génération, le leader suprême, du marxisme français. A l'éclatement de la guerre, il avait manifesté ses sentiments patriotiques et était entré dans le cabinet de guerre de l'ancien ministre socialiste Viviani. L'accusation a été répétée de multiples fois, en Italie comme à l'étranger. Aucune réfutation sérieuse n'a jamais été tentée. Ainsi le principal propagandiste du marxisme révolutionnaire d'Italie semble avoir été engagé — au sens pécuniaire du mot — dans l'aventure impérialiste par le principal propagandiste du marxisme révolutionnaire de France...

Le nouveau journal s'appelait « journal socialiste ». Il portait en manchette deux mots d'ordre significatifs. L'un d'eux : « *Qui a du fer a du pain* » était d'Auguste Blanqui, le fameux socialiste et conspirateur français qui avait passé la moitié de sa longue vie en prison pour ses diverses tentatives de s'emparer du gouvernement et d'établir une dictature révolutionnaire. Vers 1885, trois ou quatre ans seulement après sa mort, un grand nombre de ses adhérents s'étaient joints au mouvement du général Boulanger, candidat à une dictature militaire, émule manquée de Napoléon. L'autre mot d'ordre était d'un auteur encore plus illustre. Il était du grand Corse lui-même : « *La révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes* ». Y avait-il dans ce choix de mots d'ordre simple rodomontade journalistique ou bien le journaliste était-il réellement parti vers de grandes aventures ?

Peu de temps après, Mussolini fut exclu du parti socialiste. Un mois plus tard (janvier 1915), à propos des « Groupes d'action révolutionnaires » qu'il organisait pour soutenir sa propagande d'intervention guerrière de l'Italie, il écrivait :

« Je pense que quelque chose de grand et de nouveau peut sortir de ces petits groupes d'hommes qui représentent l'hérésie et le courage de l'hérésie. Aujourd'hui, c'est la guerre — ce sera la révolution demain... Le but de notre intervention est double, il est aussi bien national qu'international... Notre intervention, c'est une contribution à l'effondrement de l'empire austro-hongrois ; c'est peut-être la révolution en Allemagne et, par un inévitable contrecoup la révolution en Russie ; c'est en résumé un pas en avant pour la cause de la liberté et de la révolution... La guerre est le creuset où se prépare la nouvelle aristocratie révolutionnaire. Notre intervention est celle de rebelles, d'anticonstitutionnels ; ce n'est pas l'intervention de modérés, de nationalistes, d'impérialistes ».

La valeur des protestations de Mussolini pour « la liberté et la révolution », contre « le nationalisme et l'impérialisme », un fait en donne la mesure : il protestait en même temps contre la participation de la Grèce à la guerre dans le camp de l'Entente. Le pays de Vénizélos allait courir sur les brisées des ambitions italiennes dans l'orient méditerranéen « *qui est destiné à être demain notre champ d'expansion* ». Ainsi, d'une part, les socialistes orthodoxes cherchaient à gagner la faveur des masses par les promesses de leur idéal humanitaire; d'autre part, les nationalistes tentaient les mêmes masses par la perspective d'un grand empire; mais Mussolini essayait de dépasser les deux concurrents en promettant les deux choses à la fois.

## Regain

La guerre était finie, mais l'heure de Mussolini n'était pas encore venue. La révolution qu'il avait annoncée quand il prêchait l'intervention était dans l'air, mais ce n'était pas vers lui, c'était vers d'autres leaders que les masses tournaient les yeux. On faisait peu de cas de lui, quand on ne le méprisait pas.

La « victoire » n'avait rien de ce que l'on avait fait espérer aux masses pour le prix de leurs sacrifices. Avec leur « Nous vous l'avions bien dit », les socialistes et autres antiguerriers devenaient plus populaires que jamais. Mais il n'y avait pas moyen pour Mussolini de rejoindre l'ancien bercail. Aucune passerelle possible au-dessus du gouffre qui séparait le parti et son ancien favori passé dans le camp des marchands de canons.

Mussolini cessa alors de se dire « socialiste » et effaça ce mot de l'en-tête de son journal. A partir de ce moment, ça allait être un journal défendant les intérêts « des combattants et des producteurs », ce qui pouvait signifier tout le monde, mais désignait avant tout les anciens combattants. Ayant depuis longtemps perdu toute foi socialiste, il se disait « individualiste », donnant à cet adjectif une nuance anarchiste. En ceci, il était très influencé par Libero Tancredi, un homme qui, avant la guerre, avait été un propagandiste très connu de l'anarchisme individualiste et qui avait aussi fortement contribué à la conversion de Mussolini à l'interventionnisme en 1914. Sous le nom de Massimo Rocca, Tancredi devait par la suite devenir un des hauts dignitaires de l'état fasciste; mais il tomba en disgrâce pour avoir risqué cet avis impudent « que la révolution avait été faite par les fascistes pour l'Italie et non pour les fascistes seulement ».

C'est difficile à croire, mais le 16 avril 1920, trente mois seulement avant son élévation au pouvoir, Mussolini publia un répudiation du principe du gouvernement

organisé, répudiation égale à tout ce que Bakounine ou Kropotkine aurait pu écrire sur ce sujet et certainement suffisante pour l'empêcher à jamais de débarquer sur les rives américaines. L'occasion de cette déclaration fut la décision du gouvernement d'introduire l'heure d'été, ce qui avait soulevé dans le public une forte opposition. Mussolini s'étant joint à l'opposition écrivit un long article dont nous extrayons au hasard, le passage suivant :

« A bas l'Etat sous toutes ses formes et incarnations ! l'Etat d'hier, d'aujourd'hui, de demain, l'Etat bourgeois et l'Etat socialiste ! Pour nous, qui sommes sur le point de nourir pour l'individualisme, rien ne demeure dans le sombre présent ou l'avenir chargé de nuages, que la religion — absurde, c'est possible — mais toujours consolante de l'anarchie ! »

Cet échantillon classique de littérature anarchiste prend une signification particulièrement ironique à la lumière de la politique ultérieure de son auteur, chef de l'état fasciste, tendant à dénationaliser certains services publics et à les transférer à de puissantes sociétés privées.

Durant les deux premières années qui suivirent la guerre, *grosso modo*, durant 1919 et, en 1920, jusqu'après l'occupation des usines en août et septembre — le rôle généralement acclamé qu'aurait joué Mussolini comme « sauveur de l'Italie du péril bolcheviste » n'est pas si évident que ça, car, de toute apparence, il était lui-même partie intégrante de ce « péril ».

Délaissé par les autres révolutionnaires, il fonda son propre groupement qui, pour enlever des adhérents, adopta tous les mots d'ordre des autres courants révolutionnaires et renchérit sur eux. Les premiers membres de son groupe furent des déserteurs des autres partis et organisations révolutionnaires qui s'étaient alliés, en 1914-1915, autour de la bannière de l'intervention. Peu de temps avant d'être assassiné, Giacomo Matteotti publia en brochure une remarquable collection d'extraits du quotidien de Mussolini, le *Popolo d'Italia*, recueillis au cours des deux premières années d'après guerre. Dans l'arsenal et dans tous les programmes du socialisme, du syndicalisme, de l'anarchisme et du communisme, il n'y a pas d'arme ou de revendication qui ne se trouve défendue dans les colonnes de ce journal : lutte des classes, grève pour des augmentations de salaires, grève des services publics, action directe, grève générale, semaine de 44 heures (en opposition à la semaine de 48 heures réclamée par la C.G.T., qui était sous le contrôle du socialisme modéré) ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; confiscation sans indemnité des propriétés ecclésiastiques ; expropriation partielle du capital pour éteindre la dette publique ; abolition du Sénat ; proclamation de la république ; suffrage universel pour les deux sexes ; expropriation des terres avec indemnités aux anciens propriétaires calculées sur la valeur d'avant la guerre ; nationalisation des industries avec représentation des ouvriers et du gouvernement dans les bureaux de direction ; déclaration du 1er mai fête nationale ; abolition de la censure ; abolition de toutes les restrictions aux libertés de presse, d'association et de propagande.

Mussolini appelait la violence contre les commerçants responsables de la hausse des prix ; il suggérait même de les pendre à la lanterne ; il protestait contre l'adoption par les municipalités de mesures d'économie entraînant des renvois de travailleurs ; il attaquait les autorités pour leur refus d'accorder aux anarchistes les mêmes droits de réunion qu'aux socialistes... Il n'y avait qu'une revendication révolutionnaire à laquelle il ne voulut point souscrire, et c'était... la Dictature. Il était implacable dans son opposition à cette idée. Il était prêt à promettre aux masses toutes les lunes imaginables et à les encourager dans toutes leurs entreprises ; cependant, il ne désirait, semblait-il, rien pour lui-même... rien, excepté cette dictature, l'objet de ses imprécations... Mais il ne parla jamais du drapeau rouge, car il avait adopté les trois couleurs nationales et, depuis 1915, avait toujours présenté ses idées dans un délayage fleuri de nationalisme verbeux.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs ne montraient aucune hâte à déserter les autres organisations avancées pour se grouper autour de l'éclectisme révolutionnaire de Mussolini. Les efforts de la première année furent presque entièrement vains et Mussolini commença à réaliser qu'il n'avait aucune chance de retrouver sa popularité d'antan parmi les masses travailleuses. Les résultats des élections de décembre 1919 furent très décevants. Dans le district de Milan, sur 346.000 suffrages exprimés, son groupe n'en avait que 5.000.

C'est à ce moment qu'attendant les résultats des élections, et se trouvant d'autre part dépourvu d'appui sérieux de la part des ouvriers comme de la part des bourgeois, il rejeta l'idée de d'Annunzio d'une « Marche sur Rome » pour le renversement du gouvernement et l'établissement d'une république. Une semblable « marche » aurait porté au pinacle son rival d'Annunzio et ne lui aurait laissé, à lui, Mussolini, que le second rang. C'est une place pour laquelle il n'avait aucun goût. Aventurier politique, il rêvait à la manière de César Borgia : « *Aut Caesar aut nihil* » (1). Plus près de ceci que de cela, il se lança alors et se surpassa lui-même dans les flots d'un verbiage boursouflé, mélange de complet nihilisme philosophique et d'anarchisme individualiste et aristocratique. Il réclama à grands cris le retour d'Errico Malatesta, le « grand vieil homme » de l'anarchisme romantique et son antipode à tous les points de vue ; il railla « les beuglements du troupeau qui se fatigue à attendre un paradis qui ne viendra jamais, alors que nous, nous sommes soutenus par la certitude que le jour de notre pleine vengeance n'est pas loin ». Cette pleine vengeance, il allait l'avoir bientôt — et les socialistes firent de leur mieux pour l'y aider.

## Le reflux

Au cours de l'été 1920, la Fédération des Métaux, forte de près d'un demi-million de membres, adressa aux patrons une demande d'augmentation de salaires. La demande ayant été rejetée, les ouvriers eurent recours à l' « obstruction », ou à la « grève sur le tas », comme on dit ici. Les patrons décidèrent alors un lock-out. En réponse, les ouvriers occupèrent les usines.

Il n'est pas douteux qu'il y eut dans ce mouvement un fort élément syndicaliste ; mais il ne fut pas approuvé par les seuls syndicalistes. On vit se solidariser avec le mouvement non seulement les syndicalistes et les anarchistes et les socialistes extrêmes (qui formèrent plus tard le parti communiste), mais aussi l'aile droite socialiste et les syndiqués modérés de la Confédération Générale du Travail. Une vaste organisation catholique inspirée par le clergé catholique et dont l'action vint aussi à la rescousse des ouvriers, réclamait une gestion coopérative des ateliers. La révolution était dans l'air et personne ne se souciait de s'opposer aux ouvriers. L'attitude du gouvernement fut tout à fait passive. Aucune tentative ne fut faite pour chasser les ouvriers des ateliers. Quant à Mussolini et à ses adhérents, on ne les vit pas courir à la défense du régime capitaliste, contre les usurpations des travailleurs rapaces. Mussolini déclarait dans son journal le 12 septembre 1920 que « la gestion syndicale des industries et des services publics était une revendication fasciste... Pour ce qui est du cas présent, nous hasardons la question de la manière et du temps. Les syndicats peuvent-ils, au moment présent, prendre la place de l'entreprise et de l'initative privées ? Il est nécessaire d'aller graduellement. Mais cela ne veut pas dire que l'on ne devrait jamais commencer ». Dix-huit mois auparavant, en mars 1919, alors que, dans une ville de province, les ouvriers avaient occupé la grande

(1) « Ou empereur, ou rien ». (Note du traducteur).

usine métallurgique où ils étaient employés, Mussolini avait été invité à leur adresser la parole. Il le fit et publia son discours dans son journal (20 mars 1919) :

« Je vous le dis », disait-il, « vous êtes dans la bonne voie car vous vous êtes libérés de vos protecteurs. Votre geste est nouveau et mérite la sympathie, étant donné les motifs qui l'ont inspiré... Je suis avec vous dans la poursuite de vos droits qui sont sacrés. »

Ainsi, le moins qu'on puisse dire, c'est que ceux qui parlent de l'intervention de Mussolini, détournant la menace d'une dictature bolchévique, exagèrent beaucoup...

L'occupation des usines fit long feu parce que les différents partis et groupes révolutionnaires hésitèrent à pousser les choses jusqu'à un conflit décisif. Le « péril bolchéviste » s'avéra être un mythe. Là où les classes possédantes croyaient qu'il y avait la solide détermination révolutionnaire d'en finir avec le privilège et l'inégalité, elles trouvèrent des prêcheurs, des politiciens, des gens tenant à leurs places et, pratiquement, pas de révolutionnaires, bien qu'en fait, le Parti Socialiste fut affilié à l'Internationale Communiste. La masse ouvrière prête à se révolter, attendit en vain un signal de la part de ceux qu'elle était habituée à considérer comme les porte-paroles de ses revendications. La bourgeoisie décida de se venger de sa récente peur et de son humiliation ; et aussi de dépouiller les travailleurs de tous les avantages que leur forte organisation et le respect qu'ils inspiraient aux patrons leur avaient permis d'obtenir pendant la période de guerre et d'immédiate après-guerre. L'instrument de cette vengeance était à portée de la main.

⁂

**D'innombrables « intellectuels » d' « origine petite bourgeoise » se sont trouvés après la guerre le bec dans l'eau, leurs places prises par des femmes et « toutes les autres bonnes places occupées par des fonctionnaires du gouvernement et par les leaders ou employés des diverses organisations de travailleurs ». D'autre part, les salaires de ceux de ces intellectuels qui travaillent sont très bas. (Un médecin de campagne fonctionnaire gagne moins qu'un aiguilleur). Enfin « des anciens combatatnts et des mutilés se virent fermer la porte des organisations ouvrières ». C'est dans ces éléments mécontents que Mussolini recrute ses adhérents. Ajoutez, à ces déclassés, des « aventuriers crapuleux qui espéraient l'impunité dans une organisation où il y avait tant d'anciens officiers et de cerveaux ». C'est ainsi que furent organisés les « fasci di combattimento », ou groupes de combat. Ils commencèrent à se faire la main en avril 1919 en attaquant et en brûlant les bureaux de l' « Avanti ! » tout spécial objet de la haine de Mussolini.**

...Ces « déclassés » et leur leader attendirent leur heure. Ils nagèrent avec le courant révolutionnaire tant que les perspectives révolutionnaires furent favorables. Quand la fin de l'occupation des usines prouva qu'il n'y avait pas de force véritable derrière toutes les démonstrations de puissance des révolutionnaires, Mussolini comprit que son heure était enfin venue. Jusqu'alors son groupe s'était attaché à gagner influence et pouvoir en combattant côte à côte avec les travailleurs ; mais maintenant, il s'était décidé à gagner ce pouvoir et cette influence en attachant son sort au camp opposé.

Etait-ce de la trahison ? Mussolini, qui jusqu'alors avait essayé de surpasser les autres révolutionnaires aurait pu riposter aux cris de trahison des socialistes en les accusant à leur tour d'avoir trahi les ouvrier en laissant avorter la révolution — et dire qu'il faisa seulement un pas de plus qu'eux. Mais il trouva d meilleure politique de se placer au point de vue oppo sé et d'attaquer les socialistes comme de dangereu révolutionnaires ruinant le pays par leurs grèves con tinuelles. Il se fit le point de ralliement de quiconqu en voulait, pour une raison ou pour une autre, à quelqu forme que ce soit de l'activité socialiste. Cela compre nait, en plus des capitalistes, les petits commerçant qui avaient à se plaindre de la concurrence des coope ratives, et les propriétaires ruraux, qui, grands et pe tits, souffraient de la pression exercée sur eux par le syndicats de travailleurs agricoles. Tous ces élément donnèrent leur adhésion au parti de Mussolini et leur fils allèrent rejoindre ses bandes armées. De nombreu ouvriers, soit chômeurs, soit désireux d'un emploi per manent, se joignirent aussi à lui pour obtenir dans le usines des places sûres, comme employés loyaux prêt à espionner leurs camarades révolutionnaires. Cepen dant, son principal appui, Mussolini le trouva dans l gouvernement et dans les grandes sociétés capitaliste avides de remettre une fois pour toutes les travailleur à leur place. Quant au gouvernement, il désirait brise l'influence politique du parti socialiste qui contrôlai environ 3.000 municipalités et 150 députés au parle ment, près d'un tiers de l'effectif total. Les grande sociétés donnèrent l'argent nécessaire et le gouverne ment donna des armes, des camions, des officiers, et l'impunité.

En 1919, Mussolini avait juré qu'il aurait sa grand vengeance. Il lui était maintenant possible de la prendre Et il la prit. Il organisa des expéditions punitives d'abord dans les villages et les villes de province ; le administrations municipales socialistes furent contrain tes par la force à démissionner. Les Bourses du Tra vail, les coopératives et les autres organisations révo lutionnaires furent l'objet de raids et leurs archive furent détruites. Si les ouvriers résistaient et chassaien les assaillants, et si des fascistes étaient tués ou bles sés dans le combat, de larges détachements revenaien bientôt, cette fois non plus seulement pour détruire mais pour tuer. Souvent, ils étaient sous la protectio de forces armées qui restaient neutres tant que la vic toire n'était pas assurée aux fascistes. Comme le fai remarquer le professeur Salvemini, jamais, au cours d cette guerre civile, les militants des groupes rouge n'adoptèrent la tactique fasciste d'organiser des raid contre les bureaux de l'autre parti ou d'exiger la dé mission des autorités municipales ou gouvernementales

Les attaques des régiments fascistes n'eurent pa l'effet qu'on aurait pu en attendre, celui de consolide les forces que Mussolini s'était engagé à détruire. Le communistes résistèrent, ripostant avec toutes les ar mes qu'ils pouvaient se procurer, et les anarchiste firent de même. Mais ces groupes n'étaient qu'une mi norité dans les masses laborieuses. Le grand nombre suivait le parti socialiste et la forte organisation syn dicale qui lui était étroitement liée, la C.G.T.

## La marche sur Rome

**Le parti socialiste était à ce momen très fort. Comptant 250.000 membres — contre 83.000 en 1919 — et influençant directement les 2 millions et demi de syndiqués de la C. G. T., il aurait pu, d'après Arturo Labriola s'emparer du pouvoir en 1920. Mais, dit Nomad, ses leaders jouissant désormais d'une situation bourgeoise, avaient peur de courir les risques que nécessite la prise du pouvoir.**

Si étrange et incompréhensible que la chose puisse paraitre, ce fut une nouvelle scission du parti socialiste qui précipita la « marche sur Rome » et éleva au pouvoir l'ancien leader enflammé de ce parti. Quel-

ques semaines avant cette « marche », l'aile droite du parti (qui croyait en la collaboration avec les partis bourgeois et en la participation ministérielle) et l'aile gauche (l'ancien « centre », qui croyait qu'il fallait parler de révolution, mais ne pas la faire) s'étaient enfin décidés à se séparer. Dès lors, on pouvait compter sur un large groupe de socialistes pour une combinaison de majorité gouvernementale. Ainsi apparaissait la possibilité d'un gouvernement stable, d'un bloc plus ou moins libéral démocratique comprenant les démocrates, le « parti populaire » (parti catholique) et le parti socialiste, qui pouvait entreprendre de pacifier le pays par les méthodes démocratiques occidentales. Ce mouvement aurait mis fin à l'ambition de Mussolini de devenir lui-même la tête du gouvernement. C'est pour parer à ce danger qu'eut lieu la « marche sur Rome », le 28 octobre 1922. Mussolini attendait au bureau de son journal à Milan un coup de téléphone de Rome. Cet appel vint le lendemain, le cabinet et le roi étaient sans défense, ayant appris que l'armée était avec les « rebelles ». Le jour suivant, Mussolini était chef du gouvernement. C'est ainsi qu'il sauva le pays, non pas du « péril bolchevique », que, non sans jactance, il proclamait disparu dès 1921, mais tout simplement du « danger » d'une combinaison progressive du genre Herriot, en France.

Le parti de Mussolini n'était représenté à la Chambre que par un petit groupe de 35 députés et le leader fasciste n'insista pas pour avoir un cabinet composé de ses seuls adhérents. Il prit des représentants de tous les partis parlementaires; et même engagea des négociations avec les socialistes modérés en vue de leur entrée dans le gouvernement. C'est une offre qu'ils acceptèrent avec beaucoup d'empressement. C'était leur point de vue qu'entre les fascistes et les socialistes « il y avait seulement des malentendus mais pas de contradiction de principe ». Cependant, sous la pression des éléments ultra-conservateurs, Mussolini retira son offre. C'est une humiliation qui n'a pas cessé d'être douloureuse aux socialistes et dont ils ont essayé de se débarasser en niant que de telles négociations aient jamais eu lieu. Mais Mussolini fut assez cruel pour publier les procès-verbaux de ces négociations. C'était pis que l'administration forcée d'huile de ricin, l'une des plus civilisées des méthodes de persuasion utilisées par les fascistes contre leurs ennemis et adversaires.

## Le pouvoir

Mussolini tenait maintenant le gouvernail de son pays. I. avait toute liberté pour mettre son programme à exécution. Mais quel était ce programme ? Des revendications révolutionnaires du début, émises en 1919, il n'y en avait pas une seule qu'il retînt, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. En septembre 1920, quand il s'était décidé à se mettre complètement à la disposition des intérêts capitalistes, il avait déclaré que « n'étant liés par aucun principe déterminé, ils (les fascistes) marchent sans cesse vers un but, le bien-être futur du peuple italien ». Deux ans après, un mois environ avant la «marche sur Rome », il disait clairement en quoi ce « bien-être du peuple italien » devait consister. « Notre programme, disait,il, est très simple. Nous désirons gouverner l'Italie ».

Ça semblait être une boutade — mais c'était un programme. « Nous », cela représentait avant tout cette énorme masse d'intellectuels et semi-intellectuels, de déclassés et d'aventuriers qui allaient s'attribuer toutes les fonctions gouvernementales, depuis celle de premier ministre jusqu'à celle de sergent de ville, fonctions qui assurent à leurs détenteurs une importante fraction du revenu national. Le maintien de leur privilège, de leur domination, devint dès lors l'unique but des membres du parti victorieux, et toutes leurs mesures d'apparence contradictoire furent prises, avec logique, dans cet unique but.

Deux ans seulement auparavant, Mussolini était partisan du régime républicain; mais il trouva bientôt expédient de reconnaître la monarchie de manière à neutraliser les chefs de l'armée et les nationalistes conservateurs, très appréciables alliés pour gagner et garder le pouvoir. Il était, au début, ennemi de l'église et très empressé à accepter l'aide des francs-maçons durant les luttes de 1921 ; mais, par la suite, il se décida à les jeter par dessus bord et même à les exterminer, sitôt qu'il lui parut plus utile de faire alliance avec l'Eglise. Défenseur de toutes les formes d'action anticapitaliste en 1919, il devint un solide défenseur du capitalisme privé et abolit pratiquement tous les impôts sur les successions, ce qui ne l'empêcha pas de favoriser de temps en temps des ouvriers en grève et de forcer les patrons à faire des concessions à leurs employés toutes les fois qu'il estimait la faveur des travailleurs utile à la consolidation de son pouvoir. Sur un seul point, il ne varia jamais, celui de son féroce nationalisme et de son impérialisme. Cependant, sa position antiallemande du début, il la changea contre une position antifrançaise beaucoup plus féroce encore.

Les années qui suivirent son accession au pouvoir (octobre 1922) ont été marquées par une élimination continuelle de tous les vestiges de gouvernement démocratique et parlementaire et par la consolidation de l'autorité sans limite du Duce et de ses seconds. La première année, grâce à la petite guerre menée par ses spadassins matraqueurs, il créa une telle atmosphère de crainte dans les partis constituant la majorité parlementaire qu'il obtint aisément leur consentement à une grotesque révision de la loi électorale. C'était exactement l'opposé de son programme initial de 1919, mais ça devait lui assurer une belle majorité parlementaire. La loi fut votée — car à une violente mort physique, les législateurs préférèrent un suicide politique sans dignité mais indolore.

Les élections qui eurent lieu en 1924 se transformèrent en succès écrasant. Avec les méthodes employées par Mussolini, le Ku Klux Klan, organisation antinègre, anticatholique et antisémite pourrait obtenir des succès électoraux écrasants à New-York, même dans les circonscriptions nègres, irlandaises et juives. Une opposition composée de démocrates, de catholiques populaires, de socialistes et de communistes fut néanmoins autorisée, de manière à maintenir une apparence de gouvernement parlementaire. Mais celle-ci se révéla à certains moments fort embarrassante. Parmi les socialistes, Giacomo Matéotti dépassait de haut ses camarades en courage et en force de caractère. Un grand nombre de ces derniers, particulièrement les leaders des syndicats, étaient prêts à abandonner le combat perdu, à faire la paix et même à s'allier avec le vainqueur. Mais, Matéotti disait qu'il fallait tenir, espérant encore qu'une coalition gouvernementale bourgeoise et démocratique pouvait succéder au régime fasciste. C'était un riche gentleman campagnard, un de ces rares incorruptibles qui sont dans la lutte non pas pour des avantages pécuniaires ou des ambitions de carrière, mais par le fait d'un sentiment romantique de devoir démocratique. Il était comme un vivant reproche pour Mussolini qui, inlassablement, pour satisfaire sa soif de pouvoir s'était fait renégat de toutes les foi qu'il avait pu professer.

## Après le meurtre de Matéotti

Le lendemain du jour où Matéotti avait fait à la Chambre le grand discours où il exposait les méthodes par lesquelles le succès écrasant des élections avait été obtenu, Mussolini écrivit un article dans le *Popolo d'Italia* : Matéotti, disait-il « *a fait un discours d'une nature outrageusement provocante qui devrait mériter quelque riposte de nature plus concrète* »... Dix jours après, Matéotti était mort.

Quelques années plus tard, aucune organisation, aucune institution ne restait debout qui ne fût dans les mains des fascistes. Le succès leur avait attiré des

adhérents de tous côtés, de tous les partis et de toutes les organisations. Il fallait leur trouver des places à tous. Les membres de la vieille bureaucratie furent renvoyés par milliers pour faire place aux capacités plus jeunes issues des rangs fascistes. Pour satisfaire les appétits, des dizaines de milliers de nouveaux postes gouvernementaux furent créés — qui drainent les finances du pays. Les syndicats se trouvèrent dès lors totalement sous la direction fasciste, avec à leur tête, un ancien syndicaliste révolutionnaire italo-américain qui avait rédigé le *Proletario*, organe I. W. W. de New-York. La C.G.T. socialiste modérée fut complètement détruite. Toutes les places précédemment occupées par des socialistes et des autres intellectuels ou ex-ouvriers révolutionnaires passèrent dans les mains des fascistes; les vieux leaders de la C.G.T., jadis si fiers, devaient prier les fascistes de bien vouloir leur accorder de modestes emplois dans des fonctions auxiliaires ou consultatives. C'était le triomphe sur toute la ligne.

Mais une révolution — avec ou sans guillemets — ne triomphe et ne se maintient pas par le seul appui d'intellectuels, de semi-intellectuels et d'ex-ouvriers autodidactes. Il fallut donc pourvoir aussi ceux qui ne voulaient pas travailler, les « nervis », fainéants, voyous et ex-soldats qui avaient formé l'armée punitive. A cet effet, fut créée la milice fasciste, nouvelle garde prétorienne ne connaissant de loyauté qu'envers le parti qui l'avait tirée des bas-fonds du vagabondage et de la misère du travail manuel pour l'élever aux très glorieuses fonctions de « garde mobile ». La création de cette milice fut la réponse à tous ceux qui espéraient que l'armée pourrait être l'instrument du renversement de la domination fasciste. Avec énormément de prévision, Mussolini a progressivement augmenté l'importance de la milice, à tel point qu'actuellement ses effectifs sont supérieurs à ceux de l'armée.

Ce fut là sa manière de tenir sa promesse envers les généraux qui attendaient une dictature militaire comme résultat de la « marche sur Rome ». Mais eux-mêmes, auraient-ils tenu leur promesse envers lui ?

Cependant, il n'y eut pas assez de place pour satisfaire tous les candidats qui, depuis la « marche », s'étaient mis à peupler les organisations. Le capital de la « révolution » était entièrement réparti et les porteurs d'actions commencèrent à se disputer entre eux. Directeurs, actionnaires privilégiés, actionnaires ordinaires, tous en virent alors de dures. Une calamité jusqu'alors inconnue en Italie, l'antisémitisme fit son apparition parmi les fascistes. Ils trouvaient qu'il y avait trop de juifs dans toutes les plus enviables branches de l'administration nationale. Il fallait plus de places, plus de pouvoir pour les fascistes non circoncis... Mais il apparut que les juifs avaient infesté les plus hautes couches du parti lui-même. La signora Margherita Sarfatti, rédactrice en chef de l'organe théorique du parti, amie très proche et biographe officiel du Duce est une juive de Venise; quant au signor Finzi, sous-secrétaire d'Etat, bras droit de Mussolini et l'un des principaux organisateurs du meurtre de Matéotti, il appartient aussi à cette terrible race qui, croyait-on, ne pouvait guère donner que des francs-maçons, des bolcheviques et autres non-conformistes.

Pour réduire le nombre des aspirants aux places de toutes sortes, on procéda périodiquement à des épurations du parti; elles allèrent jusqu'à entraîner l'exclusion simultanée d'une centaine de mille membres de la nouvelle aristocratie. Et même, il fallut appliquer d'autres mesures plus radicales pour restreindre la compétition qui augmentait sans cesse. Le parti fut complètement fermé aux nouveaux-venus. Seule une petite minorité, seuls les enfants de fascistes et les membres des organisations de jeunes peuvent espérer être admis dans le nouvel ordre. Une nouvelle classe a été créée ou plutôt une nouvelle caste de dirigeants à qui est soumis tout le reste de la population. C'était le but avoué : la « Révolution ».

## César

**Mussolini règne sur la présente génération par la force ; mais il veut continuer à régner par la « volonté » de la suivante génération. Il a adopté dans ce but les méthodes d'éducation de ses ennemis : les communistes russes et l'église catholique. « Les nouveaux articles de foi inculqués aux jeunes n'insistent pas sur l'infaillibilité du pape, mais sur le fait que Mussolini ne se trompe jamais.** Laissez venir à moi les petits enfants **est remplacé par** Le Duce aime les enfants, les enfants aiment le Duce, **et cette formule est enfoncée dans la tête des bébés avec l'alphabet. Dans les premiers livres sont des descriptions de pélerinages au village et à la maison où IL a vu le jour. »**

...Pour souligner la légitimité de son droit à être le successeur de cet aventurier aristocratique que fut César, Mussolini a des scribes qui fouillent les archives pour établir une connection entre son humble famille et les seigneurs de Bologne du XIIe siècle. La signora Sarfatti, dans sa biographie du Duce, parle de ces capitaines du moyen-âge et dit avec une certaine hésitation que « nous ne savons pas si Alessandro Mussolini (le père de Bénito) était leur descendant ». Mais, depuis, Mussolini lui-même a tranché la question car dans son « Autobiographie », il se réfère à ses homonymes médiévaux d'une façon évidemment insinuante et tendancieuse.

Quand trouvera-t-il le moment opportun, s'il le trouve jamais, pour se proclamer César ? Il est difficile de le prédire. La situation financière du pays est aussi mauvaise que possible (1) et l'énorme gaspillage que provoque l'entretien d'une machine énorme d'oppression n'est pas le moindre des facteurs qui y contribuent. La réduction des salaires de tous les employés de l'Etat, les soutiens les plus fidèles de Mussolini est un fâcheux symptôme. Ses propres rangs sont agités de dissensions, rivalités et querelles intestines. De vastes groupes d'intellectuels non fascistes embrassent pendant ce temps l'évangile républicain socialiste et conspirent pour le renversement de Mussolini. Longtemps abattus et démoralisés par l'extermination ou la désertion de leurs éléments les plus énergiques, les ouvriers se mettent à se redresser et manifester leur mécontentement par des grèves et des manifestations. Car la perspective qu' « en 1940 la *houille blanche* aura entièrement supplanté la houille noire d'importation et que l'Italie ne sera plus un marché pour le blé étranger » peut être parfaitement satisfaisante pour les apologistes américains de Mussolini; mais elle n'est guère encourageante pour ceux qui, en attendant, doivent vivre seulement d'espoir et demeurer « industrieux, silencieux et disciplinés » comme l'attend Mussolini.

Bien des choses peuvent arriver avant ce messianique 1940. Les milieux de la finance et de la diplomatie américaine ne sont plus unanimes dans leurs applaudissements, comme ils l'étaient, il y a dix ans, lorsque Mussolini apparaissait comme le vainqueur du Caliban rouge qui menaçait la civilisation moderne. Les bandes du Duce ont prouvé qu'elles n'étaient pas des protecteurs entièrement désintéressés de la fine fleur de la

---

(1) Un peu plus haut, l'auteur dit qu'en 1931 les salaires étaient de 20 à 40 % inférieurs à ce qu'ils étaient avant la « révolution ». — Et dans un récent article le correspondant italien de l'« Information » s'exprimait ainsi : « Les sacrifices demandés aux masses ouvrières il y a trois ans ont été considérables et ne permettent guère de nouvelles diminutions, qui ne seraient plus en harmonie avec le coût minimum de la vie. Le régime fasciste a eu le premier le courage (sic !) de réduire dès 1930 les salaires et traitements de toute catégorie. Dans un grand nombre d'établissements industriels, les ouvriers sont payés à peine 10 à 12 lires par jour ; les ouvrières, de 4 à 6 lires ». (Note du traducteur).

civilisation, en tant qu'incarnée dans les intérêts capitalistes. Leur « protection » ressemble beaucoup à un rançonnement ou même à une franche expropriation. Les fascistes n'ont fait leur « révolution » ni pour l'Italie, comme le dit la version officielle, ni pour le « capitalisme » comme l'affirment les communistes et les socialistes et comme le croyaient Pierpont Morgan et l'ambassadeur américain Richard Washburn Child. C'est pour les seuls fascistes qu'ils ont conquis l'Italie et c'est avec une parfaite impudence qu'ils s'en prennent aux lois les plus sacrées du profit, toutes les fois qu'ils pensent qu'une violation de ces lois est nécessaire pour prévenir des désordres ouvriers et maintenir leur pouvoir. Les capitalistes ont beau préférer de beaucoup le verbiage réactionnaire ou futuriste des fascistes à la terminologie lutte de classes des différentes espèces de socialisme, ils cessent d'apercevoir une différence quelconque dès que leurs droits de propriété sont sérieusement attaqués. Rien d'étonnant à ce que dans des milieux conservateurs américains, Mussolini soit maintenant attaqué, après avoir reçu tant de fougueuses louanges à l'époque de sa première gloire.

Mais il y a un autre danger pour la domination mussolinienne, un danger beaucoup plus grave que la perte de la sympathie des officiels américains. C'est le danger d'une guerre, dont le Duce a une peur réelle, malgré tous ses discours martiaux. Car, de même que les Cosaques de l'époque tsariste, la milice fasciste n'est formidable que contre des populations désarmées. Que vienne la guerre et la mobilisation générale, les chemises noires, qui en temps de paix sont plus nombreuses que l'armée régulière, pourront devoir faire face non seulement, à la frontière, à une attaque des « barbares » — c'est ainsi qu'ils appellent les étrangers — mais aussi, à l'arrière, à une attaque de la population armée.

MAX NOMAD.

# Parmi nos lettres

## Le 12 février et la presse anglaise

Décidément les journaux anglais renseignent leurs lecteurs juste aussi bien que les journaux français. Jugez-en par ce que nous écrit un camarade londonien :

*J'espère trouver dans la R. P. la vérité sur la grève. Ici, il y en a eu des compte-rendus extraordinaires où il était impossible de démêler la vérité. Il y avait un million de grévistes; il y en avait* 150.000*; il y en avait* 35.763*, le correspondant avait compté. Il y avait un service sur le métro; il n'y avait pas de service. Il y avait des taxis; il n'y avait pas un seul taxi. Il n'y avait pas un gréviste hors Paris; toute la région textile du Nord était en grève. Etc., etc. C'était à pouffer de rire.*

## Socialisme pour néos

Le camarade Borie nous a envoyé, il y a déjà quelque temps, la lettre suivante que nous n'avons pas encore eu la place de publier, mais qui n'a rien perdu de son intérêt.

*Le* Cri Populaire, *organe « néo-socialiste » portait dans son numéro du* 17 *décembre, la manchette suivante :* « L'idée socialiste se réalise lentement dans un pays d'Europe occidentale. Hélas ! c'est en Italie ».

*Mussolini réalisant le socialisme, qui l'eut cru ? Le prolétariat italien est muselé. Au syndicalisme, même le plus réformiste, a succédé un régime à base corporative d'où toute idée révolutionnaire est soigneusement bannie. L'exploitation de la masse des travailleurs par une minorité de possédants trouvant là un terrain merveilleux, a lieu sur une échelle formidable. Le chômage, expression tangible des méfaits du capitalisme s'accroît sans cesse. Ça ne fait rien, l'idée socialiste se réalise ! Pensez donc ! l'Etat fasciste s'immisce de plus en plus dans la marche des grosses entreprises et de Kerillis en a été pour ainsi dire « épouvanté ». Il a vu là du socialisme. Les néos y collent aujourd'hui la même étiquette. C'est énorme, tout simplement !*

*Cette manchette du* Cri Populaire *montre que le corporatisme cher à Montagnon s'accommoderait fort bien d'un état « d'autorité et d'ordre », où la classe ouvrière serait exploitée et brimée au maximum.*

Notre camarade a tout à fait raison, mais, en outre, il faut être vraiment aussi idiot qu'un de Kerillis ou qu'un « néo » pour voir dans les opérations de « renflouement » des grandes sociétés capitalistes auxquelles se livre Mussolini, non seulement du socialisme, mais même simplement du capitalisme d'Etat. Il n'y a pas là plus de socialisme ou de capitalisme d'Etat que dans les opérations de sauvetage auxquelles s'est livré l'Etat français les années dernières à l'égard de l'Aéropostale, de la Banque d'Alsace-Lorraine, de la Banque Nationale de Crédit ou autres puissants seigneurs.

Voici, en effet, exactement en quoi consiste l'opération mussolinienne :

Une société est en train de sombrer; il lui faut à tout prix de l'argent, et elle n'en peut trouver. Eh bien ! c'est l'Etat qui lui en fournit. Il lui donne 100, 200, 500 millions, en échange desquels la société lui donne de ses actions. Par la possession de celles-ci, l'Etat devient donc plus ou moins partiellement propriétaire de la société.

Oui, mais attention !

Comment l'Etat italien se procure-t-il ces millions ? Il se les procure en émettant lui-même dans le public des obligations pour un montant rigoureusement égal. Pour chaque action de 100 lires qu'il souscrit dans la société, il émet dans le public une obligation d'Etat de 100 lires, au porteur de laquelle lui, Etat, s'engage à verser un intérêt déterminé.

Or, dès que le porteur de l'obligation en manifestera la volonté, il pourra échanger son obligation d'Etat contre une des actions de la société appartenant à l'Etat, action qui lui donnera tous les droits habituels des actionnaires, y compris celui de copropriété sur la société.

Le soi-disant droit de propriété de l'Etat sur ces entreprises n'a donc en fait qu'un caractère purement temporaire : le temps de passer l'époque des « vaches maigres ». Lorsque la crise sera finie, que les sociétés recommenceront à donner des bénéfices, — des dividendes supérieurs à l'intérêt versé par l'Etat aux obligataires — les porteurs d'obligations d'Etat échangeront celles-ci contre les actions de la société, et le capital privé redeviendra ainsi maître de l'affaire... maintenant qu'elle remarchera bien.

## De quelle époque datent les moulins à vent ?

Dans la « R. P. » du 10 mars 33, rendant compte des travaux de Lefebvre des Noettes sur les inventions du Moyen-Age, Louzon indiquait, d'après cet auteur, que l'invention du moulin à vent datait seulement, semble-t-il, du XIIe siècle.

Le camarade Gérard, de Reims, nous envoie à ce sujet un article de la revue « les Loisirs » sur la Porte Mars de Reims, contenant la reproduction d'une sculpture de cette Porte qui représente très nettement un moulin à vent. Or cette Porte daterait du IIe ou IIIe siècle. Le moulin à vent aurait donc été connu des Anciens ; ce ne serait point une invention du Moyen-Age.

Nous transmettons l'intéressant document de Gérard à M. Lefebvre des Noettes, beaucoup plus compétent que nous en la matière.

# NOTES SUR L'U. R. S S.

## La signification des nouveaux décrets relatifs à la Sibérie Orientale

Deux décrets, dont l'un concerne la province d'Extrême-Orient et l'autre celle de la Sibérie Orientale, y compris la République bouriato-mongole, ont été signés ces temps derniers par Staline et Molotov. Ils accordent à la populaition de ces provinces les avantages suivants :

1°: *Les impôts en nature sur le blé, la viande, la laine, les pommes de terre, le lait et le beurre sont abolis, ou diminués de moitié ou d'un tiers, selon les arrondissements, pour une période de six ans en ce qui concerne les membres des Kolkozes et de trois ans quant aux paysans individuels.*

2°: *Le salaire des ouvriers et techniciens est augmenté de 20 à 30 % sur une grande partie du territoire en question; celui des employés l'est de 10 %.*

3°: *La paie des soldats et sous-officiers est augmentée de 50 %; celle des officiers l'est de 20 %.*

Ces mesures, qui permettent au paysan de disposer librement de toute ou presque toute sa récolte, tout en élevant le pouvoir d'achat du citadin et du militaire sont plus susceptibles d'amener une amélioration du niveau de la vie que toute la propagande sur « l'enthousiasme prolétarien » et les « équipes de choc » (oudarniks).

Marquent-elles un retour vers une politique plus libérale et plus humaine, ou bien n'ont-elles pour but que la préparation de cette guerre Sovieto-Japonaise que tout le monde prédit ?

Voyons ce qu'il en est.

La contrée en question est grande comme plusieurs fois la France; elle est riche en bois, poissons, or et fourrures; son sous-sol encore peu connu, renferme du charbon et des minerais, mais sa population *n'atteint pas deux millions d'habitants.* Depuis sa conquête par les Russes, la question vitale a toujours été de la peupler. Les Soviets, pas plus que le czarisme ne s'en sont sérieusement occupés; au contraire, ils y ont constamment limité l'immigration des Chinois, craignant sans doute, à l'exemple des Etats-Unis, « l'invasion jaune ».

Actuellement, ce pays, qui ne peut se nourrir lui-même du fait que ce n'est qu'une faible partie de sa population qui s'occupe d'agriculture et que le poisson, qui y abonde, ou bien s'exporte à l'étranger ou bien s'expédie à Moscou et Léningrad, est soumis à un état de sous-alimentation dépassant celui, pourtant si bas, des provinces plus centrales. Depuis l'interdiction, en 1929, de toute importation étrangère de produits alimentaires, la frontière est fermée aux blés et fèves (soja) de Mandchourie, aux troupeaux de Mongolie, aux fruits de Corée et de Chine, et comme d'autre part les céréales et les pommes de terre soviétiques les plus rapprochées sont à quelques 7 à 8.000 kilomètres de là par voie ferrée et les fruits à plus de 10.000 kilomètres, les travailleurs de Vladivostok, Khabarovsk et Tchita, les mineurs de Soutchan et de Bourey et les pêcheurs de la côte du Pacifique ont plusieurs fois été privés même de leur maigre ration de pain de seigle ; leurs enfants n'ont vu aucun fruit pendant ces 5 dernières années de « construction du socialisme ». Ajoutons qu'en 1933, le pain se vendit sur le marché libre au prix de 15 roubles le kilo (un dixième du salaire mensuel d'ouvrier).

Cette situation n'aurait certes pas ému les « matérialistes » dogmatiques du Kremlin, habitués à faire peu de cas des « masses » humaines, si... si... l'impérialisme japonais, à l'étroit dans ses îles surpeuplées, à quelques heures de traversée de la province maritime soviétique, n'avait eu trop d'appétit pour ces terres presque vierges où il pourrait installer son excédent de population, et aussi pour ce débouché naturel qu'est Vladivostok aux produits mandchous.

Staline est trop réaliste pour ne pas comprendre qu'on ne soutient pas une guerre contre le Japon à 10.000 kilomètres de Moscou, dont 4.000 avec chemin de fer à voie unique, sur un territoire dont le peu d'habitants qu'il héberge, sous-alimentés et mécontents, risque de montrer pour le moins trop d' « inertie » en face de l'envahisseur.

Le Kremlin espère donc que les avantages accordés amèneront rapidement une amélioration du niveau de vie et de l'état d'esprit de la population, en même temps qu'ils attireront suffisamment de « colons » ukrainiens, russes et autres pour peupler ces provinces, et résoudre ainsi, dans un avenir plus lointain, la question de leur sécurité.

M. Ivon.

# On cherche à affamer Victor Serge

*Le situation de Victor Serge et des siens devient de plus en plus difficile : forcé de résider à Orenbourg, il ne peut plus trouver de travail sur place; les traductions qu'il faisait à Léninegrad et à Moscou lui ont été retirées depuis son emprisonnement et son exil et les parties déjà livrées ne lui ont pas été payées. Privé de toutes ressources, il ne peut subsister que grâce aux dons de ses amis de l'étranger et au produit de la vente de ses livres édités en France. L'argent qui en provient ne peut lui être envoyé que par une voie compliquée, sous forme de crédit sur certains magasins de ravitaillement de l'Etat.*

*Ces difficultés s'aggravent encore du fait que, dans ces derniers mois, on retient sa correspondance tant au départ qu'à l'arrivée, de sorte que les lettres mettent maintenant, en moyenne, un mois à lui parvenir et les siennes en mettent tout autant pour arriver à ses amis de l'étranger. Deux cartes postales écrites par lui les 2 et 3 janvier, dont l'une recommandée, par lesquelles il demandait qu'on lui envoyât sans retard de l'argent parce qu'à la fin du mois il allait se trouver sans rien,* ont été gardées à Orenbourg jusqu'au 26 janvier, *c'est-à-dire jusqu'à l'époque où l'on pouvait escompter qu'il serait sur le point de mourir de faim. Heureusement que les amis de Victor Serge, prévoyant ses besoins, n'avaient pas attendu son appel pour lui faire envoyer de l'argent, mais il y a à craindre que le versement des crédits ne soit aussi retardé systématiquement à l'arrivée. Il faut donc que tous les amis de Victor Serge, tous ceux qui estiment l'écrivain révolutionnaire, l'un des rares témoins véridiques de la période confuse qui a succédé à la victoire de la Révolution russe de 1917-1918, redoublent de vigilance et multiplient leurs efforts en vue de sa libération complète. Et qu'ils n'oublient pas non plus que la propagation des livres tels que* Naissance de notre Force, Ville Conquise (*édit. Rieder*), L'An 1 de la Révolution russe, La Ville en Danger, Les Coulisses d'une Sûreté Générale, *etc.* (*édit. de la Librairie du Travail*), *non seulement contribue à l'éducation des esprits, mais donne encore à l'auteur les moyens de continuer son œuvre d'éclaircissement que voudrait étouffer la bureaucratie contre-révolutionnaire.*

J. M.

## Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

# Carnet de route d'un délégué ouvrier français

*DEUXIÈME PARTIE (Suite)* [1]

## Bakou et le Caucase du Nord

### 23 novembre
### A Bakou, la ville du naphte

L'arrivée à Bakou a lieu à 8 h.; dans une salle de la gare les délégués se concertent sur l'ordre des points à visiter, que nous a indiqués un permanent de syndicat. Les voitures nous emmènent et, à un certain endroit, s'arrêtent pour que nous puissions parcourir les nouvelles cités ouvrières. Par l'interprète nous apprenons qu'avant la révolution, Bakou n'était composé que de misérables maisons, groupées à la diable, et que là où nous voyons des immeubles modernes, il n'y avait que des terrains vagues.

Comme nous passons entre des corps de bâtiments, notre guide nous offre de visiter quelques logements. Justement, le gardien de la maison où nous pénétrons se trouve là à point nommé, et nous fait entrer d'abord dans le logement d'un employé d'hôpital, puis dans celui d'un cheminot. Intérieurs très bien tenus; je suis même assez étonné de voir ces logements dans un ordre impeccable à 9 heures du matin ; qu'en penser ? Dans chacun de ces immeubles se trouve un « jardin d'enfants »; nous en visitons un, sans grand intérêt, à mon avis, ces visites annoncées n'ayant pour moi aucune valeur. J'apprends encore par l'interprète que la ville de Bakou a réalisé le « plan » à 184 %; je me risque à lui dire que cette prospérité si rapide de Bakou provient, à mon sens, de l'augmentation, rapide elle aussi, des besoins mondiaux en dérivés du naphte, et sans doute aussi de la sollicitude du gouvernement soviétique pour la région qui lui fournit la matière la plus exportable. Je m'attire une sévère réplique : la prospérité de Bakou provient uniquement de l'impulsion qui lui a été donnée par le gouvernement soviétique. Je me le tiens pour dit!

### L'école-palais

C'était,il y a trois ans, une cathédrale; elle contient maintenant 34 classes divisées en 4 secteurs par nationalités : turc, arménien, tatar, russe. Au total, 1.200 écoliers étudiant en deux équipes, l'une le matin, l'autre l'après-midi. Le principal stimulant est l'émulation, entre écoliers et entre groupes (classes); les écoles sont elles-mêmes en émulation avec d'autres écoles. Les classes supérieures parrainent les classes inférieures. Il y a, dans l'école, des ateliers, des cercles de T. S. F., de culture physique, de photographie, de peinture, de couture, de jeux, etc.; au total, 20 cercles. Il existe aussi un journal mural. Chaque instituteur s'occupe en moyenne de 40 élèves, de 7 à 16 ans. Les récompenses consistent en primes (crayons, livres, etc.); il n'y a pas de places de premiers; les meilleurs élèves sont nommés oudarniks (brigadiers de choc) et voient leur photographie exposée sur le tableau des oudarniks. Une distribution de prix a lieu tous les trimestres.

*Le réfectoire.* — J'oublie de demander s'il existe, comme dans les usines, une salle spéciale pour les oudarniks. Je remarque, fontaine Wallace originale, un jet d'eau coulant continuellement, mais en hauteur et auquel les écoliers viennent boire sans le secours d'un récipient quelconque (je me souviens avoir vu le même système employé à l'usine Amo). Comme dans les classes, les enfants sont groupés ici par langue nationale.

*Une classe d'enfants de 7 ans.* — Tout est très propre; la seule chose digne d'être remarquée est le remplacement du crucifix ou de l'icône de jadis par l'effigie de Lénine.

*Une classe d'enfants de 8 ans.* — Nous entrons alors que la première équipe se prépare à sortir; les écoliers font le nettoyage de la classe avant leur départ. 3 heures de travail par équipe. Même remarque que pour la classe précédente : bustes et gravures représentant des bolcheviks notoires, principalement Lénine et Staline.

*Une salle de cinéma, de concert et de jeux.* — Partout, un très beau parquet de chêne parfaitement ciré ; les enfants chantent en groupe; titre de la chanson : « La lampe électrique que Lénine voulait donner à chaque village »; le chant est accompagné par le piano.

*Une classe d'enfants de 12 à 13 ans.* — L'institutrice nous dit que la plupart des groupes sont en liaison avec des écoles de pays étrangers, celui-ci correspond avec des écoles danoises. Nous assistons à la récréation : les écoliers se rendent, au pas cadencé, dans une salle réservée à cet usage et là, font des mouvements d'ensemble des bras,

(1) Voir les numéros 165, 166, 167, 168, 169.

des jambes, ils font aussi des sautillements sur place ; le tout dure environ 4 minutes, la durée de la récréation étant de 5 minutes par heure; je remarque chez les élèves, une grande liberté de causer entre eux.

*La salle de gymnastique.* — On donne, comme nous entrons, une leçon de gymnastique : les enfants, en tenue légère, marchent puis courent autour de la salle en suivant la cadence donnée par le piano; je retrouve là les mouvements d'ensemble qui doivent, obligatoirement, convenir à toutes les constitutions; je demande alors comment on corrige les déformations si fréquentes chez les écoliers; on me répond que la gymnastique corrective est dirigée par le médecin. Toujours la même impossibilité de se rendre compte d'une façon précise. Sur la demande de l'interprète, j'inscris mes impressions sur le livre d'or de l'école ; sans me souvenir exactement des termes, je sais que, tout en exprimant mon admiration pour cette école qui mérite vraiment le nom de palais, j'affirmais surtout mon espoir d'en voir surgir partout de nombreux exemplaires. En effet, la création de quelque chose de colossal ne vise qu'à un but publicitaire si un effort analogue n'est pas porté dans les régions déshéritées où on ne voit jamais une délégation. Nous quittons l'école-palais pour nous rendre au centre de culture du « rayon ».

## Un centre de culture

La pièce principale de ce centre est la salle de spectacle; elle peut contenir 1.000 personnes. La maison tout entière a coûté deux millions de roubles; la décoration est simple mais harmonieuse et de coloris agréable. La scène est tournante. Prix moyen des places : 3 roubles; les billets sont souvent achetés par les Syndicats qui les distribuent à leurs membres; les ouvriers viennent ainsi collectivement. Dans le hall, une collection de photos d'oudarniks (dimension, environ 30/20 cm.), changées tous les mois, me dit-on. On nous fait voir une très intéressante suite de salles destinées aux études géologiques; des coupes du sol, en relief, permettent de comprendre facilement le mécanisme des forages. Sur un mur, le tableau d'honneur des inventeurs de la région, avec photo de l'inventeur et du dispositif trouvé, et calcul des économies réalisées. Bibliothèque : les livres sont expédiés à domicile ou pris sur place; il existe une salle de lecture pour le soir. Le troisième étage est réservé aux différents cercles : art dramatique, musique, chant, etc. Du toit en terrasse nous avons une vue superbe sur la ville et sur la mer; on aperçoit nettement le golfe de 400 hectares conquis sur la mer, au moyen d'une digue, répétition de ce que font les Hollandais pour agrandir leurs cultures; c'est justement là que nous allons nous rendre, pour la visite des puits de naphte.

## Visite de puits de naphte

Les voitures nous mènent au milieu du golfe; il nous est bien recommandé de ne pas fumer; nous finissons la route à pied. Le sol, sablonneux, est gorgé de ce naphte, qu'en profane, je suis étonné de trouver si épais et si noir. Un contremaître nous donne quelques détails :

Ce golfe a été conquis sur la mer en 1922; il a 4 kms. de longueur sur 1 km. 500 de largeur; il contient plus de 1.000 puits; la profondeur de ceux-ci peut aller jusqu'à 1.200 mètres. Celui que nous visitons est en cours de forage; depuis 6 jours, on l'a descendu de 160 mètres. Le procédé de forage est exactement le même que celui qui est employé pour le perçage des puits à eau : de gros tubes (environ 25 cm. de diamètre), et dont le premier porte une mèche d'un diamètre plus fort, sont descendus l'un au bout de l'autre, au moyen de palans mûs au moteur et placés au sommet d'un échafaudage très élevé. Le perfectionnement de ce procédé primitif consiste en l'injection de terre glaise dans le tube, de façon à refouler les gaz qui se dégagent du sol et à évacuer la terre remuée.

Notre guide explique que ces gaz s'échappent parfois avec une très grande violence et qu'il faut alors les canaliser, afin de recueillir le naphte qu'ils entraînent et aussi pour les utiliser au chauffage. De certains puits, le naphte s'échappe ainsi sous pression pendant des mois. On nous en montre un dont le débit est de 2.000 tonnes par jour. Quand la pression est tombée, le naphte est retiré au moyen de pompes logées au fond des puits pour les petits débits, et au moyen de l'air comprimé pour les grands débits. Les gaz sont principalement utilisés par la Centrale Electrique; jadis, à cause d'eux, l'atmosphère de la ville était irrespirable; depuis une dizaine d'années, Bakou est devenue une ville aussi saine que les autres. Les ouvriers sont payés aux pièces et gagnent de 200 à 300 roubles.

Appelés par d'autres visites, nous quittons alors cet endroit si particulier.

## Une fabrique-cuisine

Il est 14 heures quand nous arrivons devant cet imposant bâtiment neuf. La visite débute par les salles d'épluchage des légumes; à ce travail, les femmes gagnent 62 roubles par mois et sont nourries. Nous visitons encore de nombreuses pièces pour le nettoyage du riz, le vidage de la volaille, du poisson, etc... Ensuite, coup d'œil à l'installation frigorifique qui produit aussi de la glace.

Le rez-de-chaussée comprend : les bureaux, le laboratoire où sont contrôlées la qualité des produits employés et la quantité de calories fournies par leur consommation. On y trouve aussi la cuisine et le réfectoire pour les oudarniks du rayon, la salle pour le petit déjeuner.

En ce moment, la fabrique fournit seulement 40.000 repas, mais elle sera bientôt en mesure d'en fournir 70.000. On nous dit que le prix du repas de 3 plats comprenant soupe et viande est de 80 kopeks.

Nous parcourons encore : les vestiaires, la salle réservée au médecin, celle où opère le coiffeur.

Au premier étage, de vastes salles à manger, des salles pour les malades astreints à un régime alimentaire, les douches (où le personnel doit se rendre obligatoirement avant et après le travail). Nous traversons encore la pâtisserie, et arrivons aux cuisines; de grosses marmites rondes, pouvant con-

tenir 200 litres, et chauffées à la vapeur, garnissent une partie de la salle; l'autre partie est occupée par un immense fourneau rectangulaire, tel que Sancho Pança en eût rêvé et qui est porté au rouge par le gaz provenant des puits de naphte. A côté, le lavage de la vaisselle est effectué par une machine appliquant le principe du travail à la chaîne: les récipients posés à un point de cette chaîne, reviennent au même point, lavés, rincés et séchés à la vapeur.

On donne, sur les salaires, les renseignements suivants :

Le chef cuisinier gagne 500 roubles par mois; l'ouvrier cuisinier, 350 roubles; les aides gagnent 85 roubles; les femmes gagnent de 62 roubles (balayeuses), à 400 roubles. La durée du travail est de 7 heures, plus 1 heure pour le repas; repos le cinquième jour et un mois de congé par an, car le métier de cuisinier est considéré comme insalubre.

La visite terminée, on nous invite à passer dans une salle à manger, où nous attend un repas des plus soignés. Qu'on en juge : 2 hors-d'œuvre (tomates en salade, poisson froid aux carottes), soupe avec blanc de poulet, poisson avec pommes de terre, mouton rôti et pommes frites, glaces et gâteaux, bière, limonade et eau minérale. Nous n'avons pas encore mangé d'aussi bonne cuisine depuis notre arrivée en U.R.S.S. Tout porte à croire que le chef-cuisinier a mis lui-même la main à la pâte et qu'il nous a préparé un repas de super-oudarniks !

Est-ce la reconnaissance du ventre ? Je garde une bonne impression de cette usine de repas et je vois parfaitement, si j'en excepte le régime de faveur des oudarniks de toute sorte, le ménage moderne et surtout la femme, débarrassé de l'éternel souci de la préparation du repas et augmentant ainsi sa somme de loisirs ceci, naturellement, en laissant à chacun le droit de faire lui-même sa popote si cela lui plaît. Nous remontons dans les autobus sans perdre de temps, ayant encore plusieurs choses à voir avant le départ de notre train, qui doit avoir lieu cette nuit.

## Le cercle de la femme turque

En cours de route, nos voitures se sont arrêtées un instant, le temps nécessaire pour que nous admirions un jardin public fait, nous dit-on, en l'espace d'un mois. Je songe invinciblement à cette pièce d'eau, dite « des Suisses », que la légende affirme avoir été creusée en une nuit par la garde suisse pour le Roi-Soleil et je me demande simplement combien d'hommes ont été employés à ce travail. L'arrivée au cercle de la femme turque a lieu vers 11 h. 30 ; la directrice, jeune femme turque d'une trentaine d'années, nous reçoit et, dans une des salles du cercle, nous fait une conférence sur la question turque par rapport à la femme.

Sur la table, autour de laquelle nous sommes assis, sont étalés quantité de journaux bolchevistes en langue turque; aux murs, les immanquables portraits des gouvernants actuels et aussi, comme trop souvent, hélas ! des tableaux muraux d'instruction militaire; ici, c'est la coupe d'un sous-marin et celle d'une torpille !

La directrice nous explique que l'éducation des femmes turques est faite, dans ce cercle, dans le sens de l'application des lois soviétiques :

Le premier but que se fixa le cercle fut de préparer des institutrices, puis, des sténo-dactylos turques, puis des avocates et des doctoresses. Une organisation du même genre existe dans toutes les villes et villages de l'Azerbeïdjan. Dans ce pays, les femmes occupent maintenant beaucoup de postes responsables. La proportion d'illettrés était avant 1917, de 99 %, aujourd'hui, il n'y a plus d'illettrés. Les femmes turques ont accédé aux plus hauts postes : présidents de tribunaux, commissaires du peuple, etc., il y en a aussi parmi les savants, les aviateurs. 1.400 femmes turques ont été acceptées cette année dans les écoles supérieures. Ce cercle est formé de différents autres cercles : dessin, musique, chant, etc. Tout le travail éducatif du cercle est anti religieux, car tous les préjugés qu'il fallait détruire étaient d'origine religieuse.

La directrice nous invite ensuite à visiter les autres salles : une pour les femmes adultes, puis une autre où se trouvent des enfants de 3 à 4 ans; au moment de notre entrée, ils sont en train de chanter et terminent leur couplet en étendant le bras vers les portraits qui sont placés sur le mur du fond et qui représentent Lénine, Staline et Vorochiloff. Si jeunes, et déjà préparés à l'adoration des puissants du jour !

Nous assistons ensuite à la présentation d'un film qui traite du mouvement féminin en Azerbeïdjan, de 1917 à nos jours, et très intéressant. Sortant de la salle de cinéma, nous chantons quelques chansons dans un couloir; les femmes turques, presque toutes jeunes, nous entourent et nous regardent avec curiosité; c'est une véritable volière en révolution; toutes rient et parlent à la fois avec des yeux brillants. Chez certaines, encore un reste de préjugés, quand elles ramènent un pan de leur écharpe sur leur bouche, mais cela ne dure guère, un mot d'une autre plus émancipée, et le voile est enlevé. C'est un spectacle surprenant que celui de toutes ces femmes et jeunes filles qui, il y a une quinzaine d'années, ne pouvaient ni aller au théâtre, ni apprendre à lire et à écrire, ni laisser voir de leur visage autre chose que leurs yeux, et qu'on fiançait alors qu'elles étaient encore au berceau ! Que dirait Pierre Loti s'il pouvait voir cela ? C'est un changement prodigieux qui s'est opéré, en quelques années, dans tout le monde ottoman !

Toujours sans perdre de temps (et cela produit à la longue chez les délégués un léger abrutissement), nous quittons les charmantes dévoilées pour nous rendre à la représentation théâtrale donnée dans un Cercle ouvrier. Très fatigué et souffrant, j'obtiens qu'une auto me ramène au wagon et, sitôt arrivé, je me couche. Il est 23 h. 30 quand les camarades reviennent; ils soupent et, pour la plupart, vont bavarder dans les autres compartiments avant de se coucher à 2 h. du matin. Je les admire : ils se sont déjà adaptés !

Adieu Bakou ! nous repartons pour le Nord.

## 24 novembre : sur la route du retour

Notre train est parti à minuit. Au réveil, vers 7 h. 30, je vois la Caspienne sur le côté droit : il a gelé légèrement. Depuis notre passage à l'aller,

la neige a recouvert la chaîne de montagnes qu'on aperçoit sur la gauche ; le soleil brille et c'est un spectacle vraiment très beau. Cela va mieux, une bonne nuit m'a fait du bien. A un endroit, la Caspienne est à une dizaine de mètres de la ligne. Ce coin est charmant, avec des jardins très bien entretenus, clôturés et garnis d'arbres fruitiers : ils séparent la voie, du village à flanc de côteau, d'un côté de ce village et suivant les sinuosités du sol un curieux rempart en ruines, jalonné de tours, qui rappelle étrangement la Grande Muraille de Chine.

Par la suite, après avoir quitté le bord de la Caspienne pour prendre la direction de Rostov, le sol se recouvre de plus en plus de neige. La journée interminable se passe en bavardages, dirigés souvent par les interprètes et surtout par le conférencier de service, Fin, rédacteur à la *Pravda,* qui, sous des dehors très séduisants, très gai, un peu gavroche, me semble être un propagandiste nettement chargé de convertir les tièdes d'entre nous en prosélytes ardents. Des nombreuses discussions que j'ai eues avec lui, il ressort pour moi d'une façon indiscutable que le principe directeur du bolchevisme est une absence complète de pitié, une rigidité aveugle subordonnant tout au but à atteindre. Il faut voir avec quel sourire méprisant il parle de ceux qui sont enclins à la sensiblerie et qui préfèrent voir, sur dix accusés, neuf coupables en liberté plutôt que de condamner un innocent. Et toujours est mis en avant l'exemple de la Commune de Paris avec ses 35.000 morts que l'exécution de l'état-major de Thiers aurait sans doute préservés d'un fin tragique. D'un cas situé dans une période désespérée, on tire argument pour en faire un principe permanent.

Un interprète a racolé dans un autre wagon trois jeunes marins qui s'en vont en congé dans leurs familles; tous les trois sont membres du Parti et nous fournissent quantité de renseignements très utiles. C'est ainsi que le recrutement de la flotte est fait *exclusivement* de jeunes communistes qui ont donné des preuves de leur dévouement au régime ; de plus, ils sont particulièrement soignés en nourriture, vêtements, congés, propagande, etc... C'est en somme, avec l'armée rouge, le meilleur soutien des gouvernants. Ils nous questionnent sur la situation en France et reçoivent le plus souvent des réponses plus ou moins exactes, généralement empreintes d'une certaine partialité. Je ne m'étonne donc pas si leur enthousiasme n'est pas déchaîné quand, à l'une de leurs questions, je réponds qu'en rentrant en France je ferai abstraction de mes opinions personnelles pour dire exactement, sincèrement, tout ce que j'aurai vu.

Auparavant j'assiste, tout en sommeillant, à un essai de justification, par Grenier, le communiste qui dirige la délégation, du manque presque total d'espérantistes en U.R.S.S. Cela m'est fort pénible, tellement j'entends d'énormités sur cette question : c'est la récitation d'une leçon bien apprise, ayant pour but de masquer le désir, dans les hautes sphères soviétiques, de propager le russe, qui, comme le disait Lénine, doit devenir une quatrième langue mondiale.

## 25 novembre : Kislovodsk

Nous sommes arrivés dans la nuit à Mineralnye-Vody et là, après changement de ligne, nous roulons vers la région montagneuse des sanatoria. Environ deux heures plus tard, après une montée assez pénible pour la locomotive, notre train s'arrête ; c'est là à Kislovodsk que nous passons la journée. Petit déjeuner, à 9 h. 30, dans un sana : cacao, œufs, gâteau de riz, saucisson, beurre, gruyère, pain gris excellent, tout est parfait. Naturellement, on ne manque pas de nous dire que c'est là le menu habituel, mais comment s'en assurer ? Descente au fumoir, puis de nouveau en place pour la conférence rituelle par le médecin-chef.

Voici les renseignements qui nous sont donnés :

Cet endroit est le plus riche de l'U.R.S.S. en eaux minérales. Le tsarisme avait déjà commencé l'exploitation de ces sources; les stations thermales sont écartées de 25 à 30 kilomètres, mais très différentes entre elles par leurs eaux. La source du Grand-Narzan fournit deux millions trois cent mille litres par jour. Avant 1917, c'était ici le lieu de distractions de la noblesse; en 1918, on a hospitalisé 6.000 malades pour les quatre stations existantes. Cette année, on reçoit 103.000 malades pour une seule. Le traitement, le séjour et le transport sont gratuits. Le salaire du malade est remis intégralement à la famille. La durée du séjour varie suivant la maladie; ici, en moyenne, il est de quinze jours, mais peut aller jusqu'à trois mois. En dehors des sanas, il existe ici un service de ramassage de plantes dans la montagne et une usine spéciale pour les traiter. Ce sana se trouve à 820 mètres d'altitude, il y en a d'autres jusqu'à mille mètres. Seuls, ont droit de séjour ici ceux qui travaillent; la proportion est de 70 à 75 % d'ouvriers; ici encore, comme dans les usines, on soigne d'abord les plus utiles à la production, c'est pourquoi les oudarniks sont en majorité. Le budget de Kislovodsk est de 80 millions de roubles pour 1934. Il est consacré 4 milliards de roubles pour tous les sanas. La C.G.T. russe est maîtresse de tous ces sanas, elle reçoit une subvention de plusieurs milliards de roubles de l'assurance sociale.

Sur une question, le médecin-chef nous dit que la proportion de membres du Parti est *probablement* de 10 à 12 %. Un ouvrier peut venir ici en payant, à partir de 200 roubles par mois et à condition qu'il soit reconnu malade, mais ces cas sont très rares ; il n'y a guère que les grands spécialistes qui, eux, payent quatre cents roubles par mois. On construit également ici un hôtel spécial pour les touristes étrangers. Le directeur général du sana gagne 550 roubles par mois ; il paye sa part de nourriture et 10 % de son salaire vont au loyer. Le personnel gagne suivant son travail : de 75 jusqu'à 90 roubles et paye 15 roubles par mois pour la nourriture.

Le médecin-chef a fini de parler. C'est au tour d'un ouvrier belge, membre du parti communiste belge et qui est en traitement ici, à nous louer le régime de la maison et à nous faire l'apologie du régime.

Nous faisons ensuite une promenade sur les hauteurs environnantes ; magnifique coup d'œil : effectivement, de nombreux bâtiments sont en construction ; le point culminant que nous atteignons est 905 mètres, soit 85 mètres au-dessus de la gare. Descendus des hauteurs, nous visitons les sources de Narzan ; visite aussi d'un autre sana dans lequel nous prenons un bain-douche ; quel-

ques-uns d'entre nous essaient d'un bain de Narzan, suivi d'un repos absolu de 20 minutes. Retour au sana où nous avons pris le petit déjeuner ; dîner excellent (hors-d'œuvres, poulet, légumes, caviar, gâteaux, soupe, le tout à la française) : nous sommes gâtés et gavés.

On nous mène ensuite en auto dans un très grand réfectoire où des jeux collectifs sont organisés par un entraîneur qui m'a tout l'air d'un professionnel. La plupart des délégués français participent à ces jeux, qui se terminent par les danses du Caucase, lesquelles sont suivies de questions posées en public. Cela ne peut avoir de valeur, en raison de la pression morale exercée par le fait d'être en groupe, et aussi de la composition du public, formé en majeure partie (pour ne pas dire en totalité) d'oudarniks et de membres du Parti.

Tout à coup, au milieu du questionnaire, on nous fait sortir en vitesse. Dehors, la musique nous attend avec des drapeaux rouges ; nous voilà en rangs par quatre ou cinq et le cortège s'ébranle dans la nuit. Pas cadencé, chants, tout le saint-frusquin habituel et nous arrivons à la gare ; là, discours en russe, traduction et réponse en français, en allemand, en espagnol, en flamand et naturellement traduction en russe à chaque fois ; cela dure plus d'une heure. Enfin, nous reprenons possession de notre wagon ; des fanatiques parmi nous continuent à chanter la *Carmagnole* jusqu'au départ du train, qui a lieu vers 19 h. 30. Auparavant, sur le quai, il avait fallu ingurgiter nombre d'*Internationale*, que tout le monde écoute, la tête nue, malgré le froid, mais que la plupart des Russes n'accompagnent pas en chantant.

Il m'a été impossible de prendre contact avec la population ; je n'ai même pas pu faire l'achat d'une ceinture caucasienne que je voulais rapporter. Bien qu'hier fût le jour de repos, l'interprète m'a affirmé que le Torgsin était fermé aujourd'hui. Sans souci du souper qu'on nous servira à 22 ou 23 heures, je me couche aussitôt rentré.

PAUL DHERMY,
*délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de Saint-Denis*

(*à suivre*).

---

**Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le décès de Marie Guillot.**

**C'est une perte considérable pour le syndicalisme révolutionnaire.**

**Marie Guillot, résistante à la guerre, Marie Guillot, du premier quarteron des défenseurs de la révolution russe, à l'époque où celle-ci était la Révolution, Marie Guillot, trésorière de la C.G.T.U., qui se laissa vendre par le fisc plutôt que de payer l'impôt sur les salaires — puis Marie Guillot rentrant dans le rang pour y défendre obstinément l'indépendance du syndicalisme dès que celle-ci fut menacée par tous les dictateurs et apprentis dictateurs.**

**Marie Guillot fut comme Loriot : une conscience.**

**Nous nous inclinons bien bas devant sa mémoire.**

---

# La Renaissance du Syndicalisme

## La marche en avant du S. N.

### PRENDS LA SUITE, BOUËT !

Je relève le papier de Bouët dans l'*Ecole Emancipée*, du 11 février, sur les « *redresseurs du Syndicat National à l'œuvre* », parce qu'il est des choses, à l'heure actuelle, qu'on ne peut laisser passer. Comme il en est d'autres qu'il faut dire aux camarades qui, dans la Fédération unitaire, désirent avec nous le regroupement syndical.

On sait, depuis longtemps déjà, que Bouët s'est fixé comme besogne de s'opposer de toutes ses forces à la réalisation de cette unité. Chacun déploie son activité à sa manière et selon son tempérament.

Bouët — et personne ne l'ignore — se complait dans la critique mesquine, méchante, haineuse des actes des militants confédérés. Il détient la Vérité et seule sa conduite est exempte de reproches. Il ne rate surtout aucune occasion de décocher à ses « ex-camarades » des traits empoisonnés, espérant ainsi effrayer les unitaires qui songent, en nombre toujours plus grand, à rejoindre le S. N.

Mais, fermons cette parenthèse et venons-en à l'article de l'E. E.

« *Cornec — après Baldacci — fait désormais partie du Bureau du Syndicat National; mais on peut être sûr néanmoins qu'il n'y aura rien de changé dans la direction des anciennes amicales* ».

Pour un jugement péremptoire, c'en est un. Pauvre de moi !

« Il n'y aura rien de changé, on peut en être sûr », écrit Bouët plus affirmatif qu'une pythonisse chevronnée. Voire !

Il est des gens, Bouët, qui, figés au bord du chemin, ne voient pas que les événements vont vite et qui se laissent dépasser. Tu es de ceux-là.

Il est des hommes, Bouët, qui, pour des raisons multiples et diverses, n'ont jamais su conquérir la sympathie de leurs camarades de travail et les amener à l'organisation syndicale qu'ils dirigent. Tu es de ceux-là.

Il est des militants, Bouët, qui, ne vivant que dans des organisations squelettiques, incapables d'appliquer des mots d'ordre et de mettre en pratique leurs principes, s'époumonnent à rabâcher de la théorie à des convaincus et finissent par croire qu'ils exercent une influence quelconque sur la masse qui, tranquillement, les ignore. Tu es encore de ceux-là.

Tu es de ceux, Bouët, qui semblent ne pas avoir confiance dans leur foi, dans leur énergie pour affronter cette masse sans laquelle pourtant aucun mouvement d'envergure n'est possible et dont il faut patiemment faire l'éducation.

Et, pour conclure sur ce point, laisse-moi t'affirmer, sans crainte de me tromper, que le S. N. continuera sa marche en avant pendant que Bouët restera figé dans son immobilisme négatif.

⁂

« *Ils* (Cornec et ses amis) *allaient, disaient-ils, au Syndicat National, pour y combattre la collaboration et les compromissions, pour y entraîner la masse vers l'action directe et virile* », ajoute Bouët.

Il est parfois, dans la vie, des coïncidences qui tombent à pic. Bouët a dû s'en apercevoir. En effet, à l'heure même où il écrivait ce qui précède, le bureau du S. N., unanime, lançait, sans la moindre hésitation, à tout le personnel, le mot d'ordre de grève de 24 heures

pour le lundi 12 février. Voilà bien, il me semble, « *de l'action directe et virile* » ?

Au moment où Bouët, *en pleine agitation fasciste*, dénonçait aux quinze cents unitaires abonnés à l'E.E. la nouvelle trahison de Cornec, le bureau du S. N., unanime, organisait activement cette grande manifestation pour la défense de nos libertés, faisait paraître dans l'Ecole Libératrice un article sur les émeutes fascistes et un appel pour la grève de 24 heures.

Et l'*Ecole Libératrice*, arrivée le samedi, sonnait le ralliement au mot d'ordre de la C.G.T.

Mais on chercherait en vain dans l'*Ecole Emancipée*, arrivée le dimanche, le moindre mot au sujet des émeutes des 6 et 7 février, le moindre appel pour la grève du 12. Bouët, si vigilant quand il s'agit de critiquer ses « ex-camarades », n'a pas su utiliser, dans une période si grave, la revue qu'il dirige. Le fait est là brutal, sans appel, car, même si le numéro était tiré, il était toujours possible d'y ajouter un intercalaire ou simplement d'imprimer un court appel sur la couverture.

N'insistons pas. Ce serait cruel. Mais je demande à mes camarades du S. N. de noter ces faits. Ils ont leur saveur et aussi leur valeur. Ils peuvent, en particulier, beaucoup servir pour la propagande en faveur de l'unité syndicale.

Après la belle manifestation du lundi 12 février, l'unité a d'ailleurs fait un grand pas. Désormais, les unitaires qui ont participé avec leurs camarades confédérés à ce mouvement de grève doivent se rendre compte que tous ont place dans la même organisation.

En ce qui concerne l'Enseignement, la position de Bouët et ses affirmations gratuites de l'E. E. se sont effondrées camme châteaux de cartes. *La grève de 24 heures n'est plus un but à atteindre, elle est un fait. Et ce fait s'inscrit dans les annales du syndicalisme universitaire grâce au Syndicat National.*

C'est la meilleure preuve, Bouët, qu'il y a quelque chose de changé au S. N. ces dernières années.

C'est le témoignage le plus éclatant de la force du syndicalisme de masse, impulsé par des militants clairvoyants et décidés.

La *Loire*, le *Finistère*, l'*Indre*... l'ont compris et montré la voie. Prends la suite, Bouët !

Jean CORNEC.

---

# LE CONSEIL NATIONAL DE LA C. G. T.

Au mois de janvier dernier, la C.G.T. publiait un manifeste où étaient tracées les grandes lignes du programme de rénovation économique et sociale qu'elle envisageait pour combattre efficacement les effets de la crise et créer, parmi les travailleurs, en apportant quelque chose de « neuf et de vivant », un courant irrésistible.

*L'Union départementale de la Loire* examina attentivement ce manifeste; elle ne pensa pas qu'il était de nature à calmer les inquiétudes présentes; elle ne pensa pas que les mesures envisagées répondaient aux besoins de la situation; elle affirma que la classe ouvrière n'avait rien à attendre d'une organisation de l'économie capitaliste. Aussi, sa commission exécutive adoptait le 4 février, la résolution ci-après :

**La C.E. de l'U.D. de la Loire, réunie le 4 février, se déclare en plein accord avec le manifeste lancé par la C.A. de la C.G.T. pour reconnaître que le régime capitaliste « ne saurait et ne pourrait lui-même se transformer assez profondément pour assurer son existence ».**

**Elle se déclare d'accord avec lui pour affirmer la nécessité de dresser face au chaos capitaliste et à l'indécision qui règne actuellement dans les milieux capitalistes et les milieux politiques un programme de revendications susceptible de regrouper pour l'action l'ensemble des travailleurs.**

**Sans les considérer comme des moyens d'abréger la crise dans l'état de choses actuel, ou de sortir le système capitaliste du chaos où il se trouve plongé, la C.E. estime qu'il faut mener une active propagande en faveur de la semaine de 40 heures et d'un programme de grands travaux publics.**

**La semaine de 40 heures AVEC MAINTIEN DU SALAIRE HEBDOMADAIRE empêcherait le capitalisme de sortir de la crise par son moyen habituel : l'aggravation de l'exploitation des travailleurs. L'organisation de grands travaux publics, par les charges nouvelles qu'elle imposerait au capital (intérêts des emprunts) ou par les perturbations que le financement de ces travaux provoquerait dans le circuit des capitaux (inflation qui détruit les conditions essentielles d'une vie normale du capitalisme : le respect des contrats), contribuerait à ébranler les bases mêmes du régime capitaliste. De sorte que ces deux mesures ont pour nous le double avantage de permettre de rallier les travailleurs à notre mouvement et de les amener à l'action tout en contribuant à la destruction du capitalisme.**

**En effet, la C.E. de l'U.D. de la Loire estime qu'en cette période de décadence du capitalisme plus qu'en toute autre la tâche essentielle de la C.G.T. consiste à préparer la classe ouvrière à détruire définitivement le régime qui l'opprime et à jeter les bases d'un ordre social nouveau.**

⁂

**Aussi se trouve-t-elle en profond désaccord avec les points du manifeste concernant la réorganisation de la société par une simple modification de la forme actuelle du capitalisme.**

**La crise que nous subissons ne provient nullement de « l'anarchie » de la production capitaliste et une coordination toute problématique d'ailleurs pour ne pas dire illusoire de la production avec le maintien du profit capitaliste ne saurait, pas plus que l'empirisme actuel, assurer l'équilibre de l'économie.**

**La crise est due au fait que la production s'opère en fonction, non pas de la consommation mais du profit ; la surproduction qui en accompagne le déclenchement provient de l'arrêt du développement des moyens de travail, autrement dit de la non-utilisation par les capitalistes de la part sans cesse croissante du profit qu'ils réservaient à l'accumulation. Des trois fractions du pouvoir d'achat de l'ensemble de la population : salaires, plus-value consommée par le patron, plus-value accumulable, la dernière reste inemployée et tant qu'elle restera inemployée le déséquilibre persistera entre la production et la consommation.**

**Donc, en régime capitaliste, le seul moyen de mettre fin à la crise consiste à remettre en circulation cette part du profit non consommée et destinée au développement et au perfectionnement des moyens de production.**

**Mais comment amener ceux qui la détiennent à la remettre en circulation, sinon en leur garantissant un profit jugé par eux suffisant, c'est-à-dire en leur garantissant au lieu du profit insuffisant de la phase aiguë de la crise, un profit plus élevé obtenu par de nouvelles compressions de prix de revient, par de nouvelles diminutions de salaires.**

**Ainsi en régime basé sur la recherche du profit, la solution à la crise réside en définitive dans une aggravation de l'exploitation des travailleurs.**

⁂

**Il serait naïf d'espérer que les capitalistes, dont le but est de trouver un profit sûr et toujours plus élevé, consentiraient volontairement des réductions de leur profit pour le bénéfice des travailleurs.**

**La conciliation des deux intérêts en présence dans le domaine de la production, ou, pour reprendre une expression du manifeste, « l'intégration des intérêts particuliers dans l'intérêt général », est impossible.**

**Il n'existe pas de communauté d'intérêts entre patrons et ouvriers. De quelque manière qu'on retourne le problème, la quantité de produits fabriqués par les travailleurs est une ; toute part de ces produits qui va à l'ouvrier diminue la part des bourgeois, et inversement. Toute mesure économique, quoi qu'on fasse, aboutit finalement à diminuer l'une de ces parts au profit de l'autre.**

**Dans ces conditions, la direction d'une économie basée sur la recherche du profit, par des organismes mixtes, ne peut que consacrer les injustices existantes. Ou l'intérêt**

**patronal sera d'abord respecté et le mécanisme sera stimulé et continuera à fonctionner provisoirement, ou la force ouvrière sera suffisante pour le maîtriser, pour limiter le profit capitaliste, et ce seront de nouvelles difficultés qui entraveront le fonctionnement du mode de production. Le Conseil National Economique même modifié, sur lequel compte le manifeste pour organiser rationnellement la production et la répartition des richesses, sera lui aussi placé devant cette alternative : ou faire confiance aux capitalistes pour qu'ils investissent dans les entreprises la part de leur profit destinée à l'accumulation, et accepter l'aggravation de la situation des ouvriers — ou rester complètement impuissant sous le heurt de forces antagonistes.**

**La classe ouvrière n'a donc rien à attendre d'une réorganisation de l'économie capitaliste et elle a, par contre, de grandes raisons pour la combattre. Toute tentative de ce genre risquerait de gêner l'action revendicative des ouvriers, du fait qu'ils auraient des représentants au Conseil d'administration de leur entreprise, et elle accroîtrait considérablement l'importance des techniciens et des bureaucrates qui assurent la coordination du travail dans la production ; elle renforcerait les prérogatives de l'Etat, créant ainsi des conditions favorables à l'instauration d'une dictature qui, en plus de l'oppression capitaliste non abolie, ferait peser sur le prolétariat l'oppression d'un appareil d'Etat de plus en plus puissant.**

**Le capitalisme est au bord du gouffre. Il ne peut pas se relever, sauf par une intensification de l'exploitation des ouvriers, à moins qu'à bout de souffle il ne fasse appel à l'intervention de forces nouvelles qui lui assureraient un profit stable sans lui laisser la responsabilité de diriger l'économie.**

**Ou une nouvelle aggravation des conditions de vie et de travail, ou le fascisme, ou le socialisme, telles sont les trois seules issues devant lesquelles se trouve le prolétariat après 4 ans de crise.**

***

**En conséquence, la Commission Exécutive de l'Union Départementale des syndicats confédérés de la Loire affirme que les organisations syndicales n'ont pas à élaborer ni à se préoccuper de projets d'économie dirigée qui maintiendraient le système du profit.**

**Puisque le capitalisme place les travailleurs devant sa carence définitive, le remède ne consiste pas à essayer d'en modifier la structure actuelle, mais bien de préparer le prolétariat à l'anéantir et à être en état, par l'éducation générale, sociale et technique, d'organiser pour son propre compte toute la vie économique et sociale de la société avec des organismes entièrement nouveaux que le mouvement ouvrier créera lui-même.**

**Dans ce but, la C.E. de l'U.D. de la Loire reprend la motion de Japy 1931 et demande au bureau de la C.G.T. et à la C.A. de mettre à l'étude et sérieusement, avec l'aide des techniciens de tous ordres adhérant aux organisations confédérées, l'organisation de la production et de la consommation. Il faut dès maintenant tracer nettement, dans ses grandes lignes, une réorganisation entièrement nouvelle de la société par les travailleurs seuls.**

**La C.E. demande aussi au C.C.N. de créer une commission permanente de vigilance qui aurait pour tâche d'entraîner les ouvriers à la lutte nécessaire pour la défense de leurs droits et de leurs revendications et de les tenir prêts à riposter efficacement à toute attaque de la part du patronat et des groupements à tendance fasciste.**

Depuis lors, eurent lieu les graves événements de Paris. On pouvait espérer que le Conseil National des 20 et 21 février en tirerait certaines leçons, qu'on tiendrait compte de certaines critiques, qu'on reviserait certaines conceptions.

Il n'en a rien été. Jeannin, délégué de l'Union départementale du Doubs souhaita bien « qu'à l'examen des événements passés soit jointe l'étude de l'action à venir et plus particulièrement du programme d'action proposé au Conseil National ».

Mais Jouhaux flaira sans doute le danger. Il fit valoir « qu'il s'agit de deux questions distinctes. Il faut d'abord se prononcer sur les initiatives prises par la Commission administrative de la C.G.T. pour organiser la réponse ouvrière et populaire aux manœuvres fascistes. Le programme d'action doit être considéré non pas seulement au point de vue des événements actuels *mais en fonction de l'action continue de la C. G. T.* ».

Et à la faveur de l'action du 12 février, on fit confirmer toute la politique traditionnelle de la C.G.T. depuis la guerre.

Mise à part la nécessité d'organiser solidement la défense des organisations ouvrières, les événements du 6 février n'ont donc rien appris aux dirigeants confédéraux.

G. C.

***EN PASSANT***

## Nos « purs » et le citoyen Frot

Saviez-vous qu'un des mots d'ordre lancés par nos « purs » pour la grève générale du 12 février fut : « En prison, Chiappe, Frot et Daladier » ?

Mais voici que le dimanche 5 mars, Marrane, maire communiste d'Ivry, participait à un meeting convoqué à Montargis pour adresser « l'expression de la reconnaissance » des auditeurs « au citoyen Eugène Frot, donc l'action énergique et humaine au ministère de l'Intérieur a arrêté dans tout le pays la guerre civile ».

Tels sont les termes de l'ordre du jour voté à Montargis. Naturellement, *l'Humanité*, très discrète, n'en parle pas. Elle se borne, dans son numéro du 6 mars, à dire que Marrane a développé les mots d'ordre du P. C. et obtenu l'insertion du mot d'ordre de la dissolution des ligues fascistes dans ledit ordre du jour.

D'où il appert qu'en définitive, Marrane s'est associé à l'ordre du jour de reconnaissance à Frot.

Alors quoi? Frot en prison? Ou Frot à l'honneur? On aimerait bien savoir.

# AU SYNDICAT, LE POUVOIR !

## Parmi les adhésions à notre manifeste

Beaucoup de camarades nous ont écrit pour nous donner leur adhésion à notre manifeste. Des camarades de toutes corporations et de toutes régions.

C'est, par exemple, le camarade Brel, secrétaire général de la section des Ardennes du syndicat des douanes actives qui nous écrit : « *j'en approuve entièrement les termes* » ; c'est Ragot, des cheminots de la Garenne : « *entièrement d'accord avec votre manifeste* » ; Farsy, mineur du Pas-de-Calais : « *bien d'accord avec le manifeste* » ; Guéneau, métallurgiste du Chambon : « *il fallait une formule claire, brève, précise, qui ne laisse pas d'équivoque, la R. P. la trouvée, il faut la propager* » ; Fontaine, instituteur du Rhône : « *votre manifeste répond maintenant à la volonté totale de notre syndicat* » ; Peinaud, de Reims : « *les camarades ont trouvé que votre manifeste méritait d'être diffusé parmi les travailleurs, envoyez-en 1.000 pour commencer* » ; un autre rémois, Cochmard : « *votre manifeste tombe à merveille, nous n'avons plus rien à espérer des partis politiques, les ouvriers ne demandent qu'à marcher* » ; un dessinateur cheminot, Castet : « *le manifeste de la R. P. m'enthousiasme* » ; Grenier, du Puy-de-Dôme : « *Bravo ! pour le manifeste. Au cours des meetings du 12 février, les parlementaires présents n'ont pu ici prendre la parole, la salle a crié C. G. T.* » ; de même chez les ruraux : Maurin, de Coussan, nous écrit : « *pleinement d'accord avec vous; les partis politiques, tous les partis, sont frappés de caducité : seuls ceux qui travaillent sont qualifiés pour diriger la production et répartir les biens* » ; etc., etc.

Et aussi quelques critiques, ou tout au moins, quelques demandes d'éclaircissements. Nous en parlerons plus longuement prochainement.

# A travers les livres

**Panaït Istrati : LE BUREAU DE PLACEMENT** (Rieder).

Un nouvel épisode de la vie d'Adrien Zograffi et de son ami Mikhaïl. Le cadre en est un misérable bureau de placement de Braïla, dont, pour ne pas mourir de faim ils deviennent les employés.

Domestiques sans travail, bourgeois, ouvriers et chefs socialistes créent l'ambiance au milieu de laquelle « l'homme qui n'adhère à rien », c'est-à-dire qui n'accepte aucune des servitudes matérielles et morales que la vie, logiquement, impose à tous, même à lui, défend son vagabondage et condamne les « dogmes » marxistes, la discipline socialiste, la servitude du travail et celle de la famille.

Ce fatras est heureusement compensé par les qualités de conteur d'Istrati qui, si elles ne font pas « passer la morale avec le conte », réussissent à lui faire perdre l'importance qu'on serait tenté de lui donner. Ch. CH.

**Lucienne Ercole : VIE ET MORT DES CAMISARDS** (Rieder).

Curiosité sympathique en ouvrant le livre, étonnement déçu en le lisant.. Ce pouvait être un beau livre d'histoire, faisant suite aux admirables « Prédicants protestants des Cévennes et du bas Languedoc (1684-1720) », de Ch. Bost ouvrage « protestant » certes, mais d'une si remarquable valeur historique. Sans aller jusque là, ce pouvait être un récit honnête et complet, au point, impartial, — ou un drame vivant et émouvant, cependant véridique, — ou une sorte de roman psychologique comme celui que le doux pasteur Ch. Dombrée a rêvé sur « Roland », en vers agréables et parfois délicieux.

Rien de tout cela : pas grand chose d'autre non plus. Un texte bâclé, comme le montrent tant de lourdes fautes, d'impression, — ou d'orthographe, — ou de grammaire, la plus aimable fantaisie dans l'emploi de l'imparfait du subjonctif, dans l'accord (?) en nombre entre le verbe et son sujet, la graphie des noms propres (par exemple, pour quoi « Rolland » avec deux l ?), les citations négligées et inintelligibles (p. 47), les surprenantes erreurs (l'Intendance de Basville, p. 44).

Aucun ordre dans l'exposé, ni logique ni chronologique. Exemple : le livre se clôt sur Cavalier gouverneur de Jersey et les Cévenols à Berlin (soit !), puis, sans avertissement, sur le bref du pape à Louis XIV en 1685.

Aucune garantie d'impartialité, ni d'esprit critique. De longues citations de l'illuminé Abraham Mazel. Une foi complète en les témoignages du « Théâtre sacré des Cévennes, colligés à Londres en 1707 », témoignages sincères, oui, mais d'hallucinés... « On vit, dans les plus pauvres villages cévenols, dit l'auteur, des illettrés faire de longs discours sensés » (!): on entendit (témoignages reitérés, non cités) « quantité de petits enfants, dont quelques-uns encore à la mamelle, parler distinctement en français et exhorter à des œuvres de repentance » !...

Le sujet est si dramatique que le livre, recueil d'anecdotes, garde malgré tout quelque intérêt. Mais il instruit peu, et n'émeut pas. E. R.

# Réflexions de Sorel sur l'éducation

**L'enfant ne sait pas observer, ou bien il observe mal; il faut donc lui communiquer des habitudes d'observation; et cela devrait être la principale préoccupation du maître. Par suite de ce vice naturel, nous avons une tendance constante à voir mal les principes, à nous leurrer des fausses raisons, à nous contenter d'explications vulgaires et antiscientifiques. L'éducation classique développe, dans une énorme proportion, ces défauts de notre nature.**

⁂

**Les jésuites ont toujours attaché une grande importance à la conservation du « bon goût littéraire »; l'Université suit leurs traditions.**

⁂

**Pour faire une bonne argumentation, il faut dresser l'esprit à ne raisonner jamais sur des choses réelles; les sujets de dissertation seront d'autant meilleurs qu'ils seront plus absurdes.**

# FAITS et DOCUMENTS

## Au Syndicat tout le pouvoir !

L'**Effort**, l'hebdomadaire ouvrier lyonnais, publie sur notre manifeste, le commentaire suivant :

Sous ce titre, *La Révolution Prolétarienne* vient de lancer un manifeste auquel nous nous associons pleinement.

Alors que le capitalisme s'effondre, incapable de rééquilibrer son économie et de dominer, par ses propres moyens, les forces qu'il a engendrées, le moment est venu d'envisager l'avénement au pouvoir de la classe ouvrière.

Pour nous, après l'expérience de la Révolution russe, la classe ouvrière doit se garder de remettre ses destinées dans les mains d'un parti. Ce parti peut trop facilement échapper au contrôle de la classe ouvrière. Inévitablement, après s'être emparé des postes importants, il tendra à les conserver pour lui, pour ses hommes à lui et, ainsi, s'instituera, peu à peu, une dictature bureaucratique. Le capitalisme sera supprimé mais la classe ouvrière subira une nouvelle exploitation, une nouvelle oppression, aussi dures, aussi insupportables que celles dont elle venait de se libérer.

Si la classe ouvrière française veut prendre le pouvoir, elle doit le remettre à ses syndicats, qui sont les organisations les plus qualifiées pour parler en son nom, les plus qualifiées pour organiser une société communiste, les plus propres, grâce à la démocratie qui est à la base de leur fonctionnement et à leur fédéralisme, d'assurer la souveraineté des travailleurs et d'empêcher la création et le développement de nouvelles classes oppressives.

Mais, ne manquera-t-on pas de nous objecter, remettre le pouvoir aux syndicats, à ces syndicats où vous avez tant de peine à intéresser l'ensemble des adhérents à la vie de l'organisation, où vous avez tant de peine à recruter des militants capables de bien administrer l'organisation et d'avoir une compréhension nette des tâches qui incombent au mouvement syndical, n'est-ce pas risquer d'aboutir à une anarchie, à un chaos encore plus profonds que ceux auxquels vient d'aboutir le capitalisme ?

Croyez-vous sincèrement, nous dirons les observateurs les plus honnêtes et les plus avisés de notre mouvement ouvrier, que l'on puisse sans crainte et sans danger remettre l'avenir de la société aux hommes que vous avez actuellement à la tête de vos organisations syndicales ?

Et puis, ne manquera-t-on pas d'ajouter, quels syndicats auront l'initiative et la responsabilité de l'organisation sociale nouvelle ? Les confédérés ? Les unitaires ? la C.G.T.S.R. ? les autonomes ?

Evidemment, s'il s'agissait simplement de remplacer Lebrun ou Doumergue par Gitton, Jouhaux ou Besnard et les préfets ou chefs d'industries par nos secrétaires d'U.D. et de Fédérations, tout en laissant subsister les divisions actuelles, l'on ne pourrait prétendre construire avec assurance un monde nouveau.

Mais le problème ne se pose pas ainsi.

La question des hommes importe peu. Chaque fois que le peuple s'est dressé contre ses oppresseurs, nous avons vu surgir de son sein des héros, des génies, des organisateurs inconnus avant la bataille. Le peuple a des forces insoupçonnées qui ne s'affirment qu'au moment décisif.

Quant aux divisions syndicales, en pleine révolution, elles ne pourraient subsister longtemps. Ou l'Unité s'imposerait. Ou elle se réaliserait dans la centrale la plus agissante.

Ce qui importe pour l'instant, c'est de lancer une idée, un mot d'ordre susceptibles à la fois de rallier

rapidement l'ensemble des travailleurs et de les orienter vers la réalisation du socialisme, un socialisme qu'ils édifieraient eux-mêmes.

Imaginez seulement que nous puissions ramener la confiance chez les milliers de jeunes qui sont passés dans nos syndicats depuis la guerre, mais qui les ont quittés, écœurés par nos querelles et nos erreurs ?

Imaginez que nous puissions faire naître l'espoir parmi cette jeunesse inquiète qui ne sait où elle va, et qui, avide de créer, étouffe, s'impatiente, s'énerve, dans un monde qui se meurt.

Ramener la confiance, ranimer l'espoir chez les travailleurs, telle est la tâche urgente, la condition du succès. Ceci réalisé autour d'un mot d'ordre aussi concret, aussi révolutionnaire que celui lancé par nos amis de la R. P., nous n'avons plus à douter de l'avenir. Nous amènerons à nous toutes les forces vives de la société actuelle, toutes celles qui sont indispensables à l'édification d'un mode nouveau de production.

Dans une période transitoire comme celle que nous vivons, l'avenir est à ceux qui osent et qui ont la volonté d'aboutir. En l'espace de quelques mois les solutions utopiques deviennent réalité.

Qui aurait affirmé il y a quatre ans, qu'un ex-ouvrier du bâtiment serait aujourd'hui à la tête de l'Allemagne ? Quels sourires pleins de compassion aurait valu alors une pareille hypothèse ! Des obstacles à l'accès au pouvoir d'Hitler, il y en avait des milliers, et combien formidables ! Songez à la Reischwehr, au parti communiste, à la social-démocratie, aux Eglises, aux grands financiers, à la grande presse..., et, en face, l'incapacité d'Hitler et de ses amis.

Hitler a osé et il a réussi.

Mais il a réussi contre le prolétariat. Si nous n'y prenons garde, si nous tardons à nous affirmer, il se trouvera un Hitler français pour nous devancer.

La mobilisation du 12 février aura ranimé bien des espoirs. Profitons-en pour faire de nos syndicats les centres de ralliement de tous les travailleurs et les préparer à prendre la succession du capitalisme défaillant.

## Tardieu et Dubarry

Nous avions omis de faire remarquer que l'article de la **Voix française** que nous avons reproduit la quinzaine dernière contenait une erreur grossière — voulue ou non, nous ne savons : au 30 juin 1930, dans le cabinet Tardieu, le ministre de l'Air n'était pas Pierre Cot, mais Laurent Eynac.

## Les auxiliaires du fascisme

A propos de la grève générale du 12 février, nous lisons dans le toujours vaillant **Journal des Dames des P.-T.-T. :**

Pourquoi donc faut-il qu'il y ait une ombre au tableau et que cette ombre vienne du personnel féminin ?

Il n'est pas question, naturellement, des militantes qui ont été admirables et qui se sont montrées, en tous points, les égales des militants ; il n'est pas question, non plus, des syndiquées qui ont fait leur devoir comme leurs camarades masculins; il s'agit seulement de quelques dames des P.T.T. non syndiquées ou groupées au syndicat professionnel (lire catholique) féminin....

C'est une militante du syndicat catholique qui a appelé « police secours » pour faire arrêter notre camarade Mathé, piquet de grève, au bureau de Vaugirard ; c'est une surveillante principale de la brigade A., Mme P..., qui a fait arrêter quatre vérificateurs I.E.M. de l'Inter...

Mieux, ce sont des surveillantes, du syndicat catholique qui, à Paris inter, ont essayé de faire signer une pétition pour réclamer des sanctions contre les chefs qu'elles jugeaient coupables de n'avoir pas fait massacrer les grévistes par la police.

## Contre le système Bedaux

Le **Travailleur de l'Est** nous apprend que les ouvriers des usines Peugeot, dans le Doubs, luttent contre les tentatives d'application du système Bedaux.

Depuis quinze jours les opérateurs venus de Saint-Etienne — après avoir été chassés par les ouvriers d'Auto-Moto — chronomètrent la durée des passes sur les bancs à étirer de l'atelier des tubes de la tréfilerie.

Le but recherché est de réduire le personnel de moitié en maintenant le chiffre de la production. D'après les prévisions immédiates, pour le seul atelier des tubes, 18 ouvriers sur 60 occupés dans l'atelier, seraient, soit changé de place, soit congédiés.

Les ouvriers de l'atelier des tubes, ayant réalisés leur unité à la base, luttent au sein de l'atelier contre les prétentions de la Direction qui voudrait les faire travailler simultanément sur deux bancs à étirer, les chariots sont restés au repos, alors que la direction s'agitait. Une délégation fut appelée au bureau où Directeur et chefs de service essayèrent de convaincre les délégués; travaillez sur deux bancs, conseillait le directeur, vous gagnerez plus, mais aussitôt M. Ravel déclarait : « Il faut que nous arrivions à baisser nos prix de revient pour faire face à la concurrence ; déjà certaines maisons livrent sur le marché le vélo à 280 francs, alors que le vélo Peugeot est encore vendu 400 francs et plus, de même qu'il faut tenir compte que depuis sept ans (et non trois), les Cycles Peugeot ne touchent pas de dividende ».

Les délégués restent sur leur position : refus de travailler sur deux bancs, et aucune diminution de salaires.

# Solidarité pour nos frères allemands !

La souscription du mois a produit une somme qui nous a permis ce mois, de tenir l'engagement pris. Nous comptons sur la bonne volonté de tous pour que cet effort continue. La misère de nos frères allemands s'accroît ; la souscription doit progresser.

**Adresser la correspondance et les fonds au camarade Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).**

HUITIEME LISTE DE SOUSCRIPTION

Lucie Colliard (Seine), 20 ; Docteur Bayer (Paris), 20 ; Simone Weil (Seine), 20 ; Mially, institutrice (Puy-de-Dôme),) 10 ; Syndicat Autonome des Maçons (Lyon), 100 ; Chambelland (Paris), 10 ; Hagnauer (Paris), 10 ; Maupioux (Seine), 20 ; Syndicat Unitaire de la Typographie Parisienne, 200 ; souscription A.O.P. (Paris), 274 ; Béatrix (Indre-et-Loire), 10 ; Syndicat Unifié des Mineurs de la Loire, 100 ; collecte à une assemblée générale des mineurs de la Lore, 90,50 ; Claveyrolas (Loire), 10 ; Sancier (Paris), 10 ; Berthe Moraux (S.-et-O.), 5 ; Monatte (Paris), 20 ; collecte faite au Lycée de jeunes filles de Roanne, 400 ; T. (Creuse), 20 ; Syndicat des Carreleurs de Lyon, 50 ; Reulet, souscription P.T.T., 25 ; Bureau (Alger), 50 ; Allot (Finistère), 20 ; Syndicat des Employés Civils de la Guerre (Lyon , 50 ; Syndicat du Gaz de Banlieue (Paris), 500 ; Syndicat des Menuisiers en sièges (Lyon)) 60 ; Speiser (Paris), 10 ; Heiszmann (Paris), 10 ; Aucouturier (Paris), 5 ; Kvot (Seine), 40 ; Mlle Jouveshomme (Puy-de-Dôme), 20 ; Me Caillon (Paris), 15 ; Quelques militants confédérés du Finistère, versé par Jean Cornec, 100 ; Une institutrice finistérienne, 5 ; M. Alexandre, 200 ; Brel (Ardennes), 15 ; Robert (Loire), 20 ; Weil (Paris), 100 ; Delsol (Paris), 10 fr.

| | |
|---|---|
| Total de la huitième liste ..... | 2.654 fr. 50 |
| Total des listes précédentes ..... | 14.370 fr. 80 |
| Total au 28 février 1934 ..... | 17.025 fr. 30 |

# ENTRE NOUS

## Notre recensement en province

(*Suite*)

*Dordogne.* — Seulement 2 abonnés, à Périgueux. Ce n'est brillant ni pour ce centre ni pour le département.

*Doubs.* — Nous étions à 9 le 1er janvier, nous nous retrouvons à 9 le 31 décembre, après avoir avancé, puis reculé. Il y a mieux à faire.

*Drôme.* — Situation relativement meilleure, puisque de 8 au 31 décembre nous sommes à 13. Des instituteurs et des militants ouvriers; il reste beaucoup de possibilités, particulièrement chez ces derniers.

*Eure.* — Situation stationnaire. Nous espérions mieux des militants des cheminots de l'Etat.

*Eure-et-Loir.* — Rien.

*Finistère.* — Ici, nous avons un des noyaux les plus anciens de la *R. P.*, nos amis du syndicat des instituteurs. Mais l'état stationnaire du nombre de nos abonnés (30 contre 28) ne saurait nous satisfaire pleinement, car les pertes possibles risquent de n'être pas compensées. Par ailleurs, nous n'avons personne dans les milieux ouvriers proprement dits, chez les dockers de Brest, par exemple.

*Gard.* — Deux abonnés seulement. Malgré la présence d'un ami, rien chez les mineurs.

*Haute-Garonne.* — 4 abonnés. Pas de progression. On pourrait mieux faire dans l'enseignement ainsi que chez les cheminots.

*Gers.* — Un seul abonné.

*Gironde.* — Une de nos meilleures progression, dont il faut surtout remercier notre ami Barrué : de 21 nous sommes passés à 32. Nous avons progressé dans l'Enseignement, recruté chez les douaniers et les services publics, augmenté notre effectif dans le milieu ouvrier. Sur 32 abonnés, 13 sont à Bordeaux et parmi eux deux bons camarades dockers. Aussi bonne que soit la situation, on doit dire qu'elle pourrait cependant être meilleure.

*Hérault.* — En baisse de deux abonnés : il y eut des départs et des suppressions. Et puis, la phalange déjà ancienne groupée autour de notre vieux camarade Paul Martin s'est un peu effritée... sans que les défections soient compensées.

*Ile-et-Vilaine.* — Nous sommes passés de 1 à 5, ce qui n'est pas mal du tout, mais un coup de main de nos amis cheminots de Rennes améliorerait encore la situation.

*Indre.* — Belle montée : de 11 à 18, résultat des efforts de nos amis instituteurs, qui s'en trouveront, nous en sommes sûrs, encouragés à continuer.

*Indre-et-Loire.* — Progression de 2 abonnés. Nous sommes donc à 7, dont 1 militant des cheminots unitaires et un militant des cheminots confédérés de Tours, qui pourraient certes, faire des petits, chacun dans leur milieu. D'autre part, nous nous sommes souvent demandés pourquoi nous ne progressions pas dans l'Enseignement.

*Isère.* — 9 abonnés, dont deux camarades mineurs, un métallurgiste, un postier, des instituteurs. De 7 nous sommes montés à 9. Monterons-nous encore cette année ?

*Jura.* — Presque stationnaire. Dix abonnés en tout, dont un cheminot de Dôle et un mécanicien. Ici aussi, il est possible de faire mieux, car nous avons de solides amitiés.

*Landes.* — Quatre abonnés; ce pourrait être meilleur.

*Loir-et-Cher.* — Même nombre d'abonnés, 3, mais, chose curieuse, pas les mêmes abonnés.

*Loire.* — Progression magnifique. Avec 79 abonnés au 31 décembre contre 38 au 1er janvier, c'est ici le premier département de notre classement général. Le noyau initial d'instituteurs s'est augmenté, cependant que, parallèlement, nous recrutions dans l'industrie privée : mineurs de Saint-Etienne, métallurgistes du Chambon, Livre, etc... A la fin de l'année, nous avions la bonne surprise de recevoir de notre ami Arnaud 21 abonnements de militants du syndicat des mineurs. Espérons que malgré le chômage, nous les conserverons. Et, puisqu'il faut toujours battre le fer quand il est chaud, invitons nos amis à porter le nombre des abonnés à la centaine pour le 31 décembre 1934.

(*à suivre*).

# NOS ÉDITIONS

*Nos camarades sont peut-être étonnés de ne pas voir paraître une suite au* Précis de géographie économique *d'Horrabin. Qu'ils ne croient pas que nous ayons abandonné notre entreprise; le succès de ce premier volume a été trop vif pour que nous ne continuions pas à doubler notre revue par une collection de livres.*

*Mais nous voulons que cette collection soit digne de la revue. Nous voulons que les livres que nous éditons* renferment quelque chose. *Qu'ils soient un enseignement et non pas seulement un exercice littéraire. De tels ouvrages sont infiniment plus rares qu'on le croit. A l'inverse des éditeurs, nous ne sommes pas obligés d'éditer, coûte que coûte, un certain nombre de livres par an. Il se pourra donc qu'à certains moments nous restions assez longtemps sans publier aucun livre, tandis qu'à d'autres nos éditions se succèderont à un rythme accéléré.*

*Pour le moment nous attendons de pouvoir vous offrir le digne pendant du précis d'Horrabin ; nous espérons ne plus attendre longtemps.*

# NOTRE SOUSCRIPTION

Reçu en décembre, janvier et février

Mattéi (Seine-et-Oise), 20 ; Jouandanne (Seine-et-Oise), 10 ; **Philippon (Paris), 10 ; Paul Martin (Hérault), 5 ;** Charroin (Seine), 10 ; Allot (Finistère), 10 ; Gorce (Gironde), 10 ; Maucamp (Lyon), 15 ; Leblanc (Aisne)), 20 ; Arnaud (Côte-d'Or), 10 ; Anonyme, 5 ; Blanchard (Allier), 10 ; Renon (Haute-Vienne), 10 ; Marcel Martinet, 10 ; **Lavenir (Rhône), 10 ; Millet (Loir-et-Cher), 5 ; Leblanc** (Haute-Vienne), 10 ; Bordes (Rhône), 10 ; Duperran (Loire), 5 ; Leclerq (Paris), 10 ; Achard (Rhône), 60 ; G. Martin (Rhône), 10 ; Le Gall (Seine-Inférieure), 10 ; Anonyme, 1. 50 ; Lorillard (Indre), 10 ; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 10 ; François Morel (Paris), 10 ; Germaine Gouion (Seine-Inférieure), 10 ; Boville (Paris), 10 ; Dehan (Pas-de-Calais), 10 ; Marceau Pivert (Paris), 10 ; Mme Wullens (Oise), 10 ; **Suzanne Lefèvre (Calvados), 10 ;** Lapergne (Paris), 5 ; Anonyme, 100 ; Thomas (Indre), 5 ; Barrué (Gironde), 10 ; Ronays (Loire), 10 ; Lucile Pelletier (Paris), 20 ; Marchetti (Seine-Inférieure), 5 ; Léger (Paris), 1 ; **Chatelain (Seine-et-Oise), 5 ; Jean Castet** (Seine), 10 ; Lavenir (Rhône), 50 ; Albert Guéneau (Loire), **5 ; Chauvicourt (Seine), 4.50 ; Le Duff (Seine), 2.50.**
Total : 609 fr. 50.

# ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Reçu en décembre, janvier, février

Godonnèche, 25 ; Louzon, 50 ; Busseuil, 100 ; Poulet, 50 ; Leblanc, 100 ; V. D., 100 ; Croze, 50 ; Marie Guillot, 50 ; Cornec, 100 ; Jean Vidal, 100 ; Bory, 50 ; Richard, 60 ; **Bosc, 100 ; Mlle Boyer, 100 ; Fronty, 50 ;** Croze, 100 ; Maupioux, 50 ; Robert, 100.

Total : 1385 francs.

Merci à tous !

Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, — NICE

Comité d'Amnistie et de Défense des Indochinois et des Peuples coloniaux

# Civilisation Française en Indochine

PAR MARCEL MARTINET

***Peuple français ! connais au moins les crimes qui sont commis en ton nom !***

Une brochure de 16 pages. Les 10 exemplaires, 2 fr. 50.

Adressez les commandes à Francis JOURDAIN, 26, rue Vavin, PARIS (VIe)

**Une explication marxiste des civilisations passées et du monde moderne.**

# Le Précis de Géographie Economique

## de J. F. HORRABIN

traduit déjà a été traduit

en français

et annoté par

**J. PÉRA**

en italien

en russe

en allemand

**45 cartes**

**- 9 francs -**

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château d'Eau, Paris, Xe. Compte chèques-postaux Paris 734-99.

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e)

**Pour suivre le carnet de route de Paul Dhermy, pour lire avec profit les notes d'Ivon sur l'U. R. S. S. dont la R. P. commence la publication**

demandez à la

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

# LA GRANDE CARTE MURALE

# DE L'U. R. S. S.

EN COULEURS

**Politique, Ethnique, Economique**

**1 mètre 30 de large - 1 mètre de haut**

**Prix : 15 francs**